

CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2019 PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix neuf, le huit avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
Mme Saliha M'PIAYI donne pouvoir à M. Dominique MICHEL
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

T. FALCONNET – Je vous souhaite la bienvenue pour cette séance de notre Conseil municipal. Tout d'abord, nous allons désigner le secrétaire de séance dans l'ordre du tableau du Conseil municipal. Je vous propose que ce soit M. Yves-Marie BRUGNOT qui, ce soir, assure cette mission. M. BRUGNOT est-ce que vous êtes d'accord pour assurer le secrétariat ?

Y.-M. BRUGNOT – Oui, M. le Maire.

T. FALCONNET – Je vous remercie. Donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, M. BRUGNOT est désigné comme secrétaire pour la séance de ce soir. M. BRUGNOT, je vous donne tout de suite la parole pour faire l'appel des membres présents.

Le secrétaire de séance, Yves-Marie BRUGNOT, procède à l'appel.

T. FALCONNET – M. VIGREUX me donne pouvoir. Merci, M. BRUGNOT. Je voudrais vous indiquer que nous allons légèrement modifier notre ordre du jour, si vous en êtes d'accord bien évidemment, avec l'ajout d'un vœu que nous traiterons en premier point de l'ordre du jour. C'est un vœu de soutien à l'appel du mouvement des Coquelicots, qui est présenté par le groupe SERRP (Socialistes, Écologistes, Radicaux et Républicains de Progrès avec Europe Écologie Les Verts de Côte-d'Or).

Lecture du vœu par M. le Maire.

T. FALCONNET - Voilà le vœu que je vous propose de discuter tout à l'heure en premier

point de l'ordre du jour. Y a-t-il des oppositions à ce que ce vœu soit ajouté à l'ordre du jour du Conseil municipal ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Je vous remercie, donc on discutera sur ce vœu tout à l'heure en premier point de l'ordre du jour, mais avant, je voudrais que nous approuvions, conformément à la règle, le procès-verbal du 4 février 2019. Ce document était disponible en dernier point dans i-delibRE et vous en avez eu communication. Y a-t-il des remarques sur le procès-verbal du 4 février 2019 ? Je n'en vois pas donc je vous propose de l'adopter. Qui est contre l'adoption de ce procès-verbal ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Quelques mots pour ouvrir ce Conseil municipal en lien, bien évidemment, avec le vœu que je vous ai lu mais pas seulement. Vous le savez, depuis bien longtemps, nous avons pris conscience à Chenôve des enjeux liés au développement durable, au réchauffement climatique et/ou à l'adoption nécessaire et urgente de bonnes pratiques pour nous permettre collectivement d'adopter des modes de consommation plus respectueux de notre planète, notre bien commun qu'il nous faut laisser « préservé » à nos enfants et nos petits-enfants.

Dans ce domaine, nous devons être déterminés et humbles face à l'ampleur de la tâche, face à l'ampleur de tout ce qui nous reste à faire pour changer les habitudes et les comportements. Depuis plusieurs années déjà, la ville participe activement avec ses partenaires, comme par exemple l'association « Pirouette Cacahuète », à l'évolution des mentalités, en particulier chez les plus jeunes et chez les plus vulnérables.

Conscient que ces enjeux doivent être portés publiquement et politiquement avec plus de force, témoin également au sein même de ce Conseil municipal de la difficulté parfois à le faire quand certains estiment que ce combat n'est pas primordial, j'ai souhaité élever cette délégation au rang d'adjoint. Ce travail, à mes côtés sur ces dossiers, est effectué par Jean-Jacques BERNARD avec une feuille de route bien définie et en lien avec les élus de la majorité (voire de l'opposition) qui le souhaitent. De plus, nous œuvrons de manière très active à réintroduire de la nature en ville à travers la plantation d'arbres, comme ce sera le cas samedi prochain aux Grands Crus avec la plantation d'un arbre à abeilles pour la biodiversité, mais également à travers l'instauration, que je souhaite la plus rapide possible, d'îlots naturels de fraîcheur dans différents quartiers de notre ville.

La transition écologique est devenue l'une des préoccupations majeures des Français, à juste titre, tout en suscitant encore malheureusement des réactions négatives. Je le regrette puisque le rôle que peuvent jouer les territoires dans ce combat est majeur. C'est bien ici, comme dans les 35 000 autres communes de France, au plus près des citoyens, que nous pouvons concrètement mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour réussir ensemble cette transition écologique.

La preuve en est : à Chenôve, depuis 2009, la majorité des espaces verts est entretenue par les équipes techniques à partir de méthodes plus respectueuses de l'environnement et exemptes de tout utilisation de produits phytosanitaires nocifs pour notre santé comme pour notre environnement. 10 ans de « Zéro phyto » dans notre ville, nous en sommes fiers, et c'est d'autant plus remarquable qu'il y a quelques semaines dans le cadre de la Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP), de nombreuses actions ont été initiées sur tout le territoire national pour mettre l'accent sur la dangerosité de l'utilisation des pesticides dans nos vie quotidienne et sensibiliser nos concitoyens sur la questions des alternatives en matière de traitement phytosanitaire des espaces verts, qu'ils soient publics ou privés.

Il y a 10 ans, nous étions la première commune de l'agglomération dijonnaise de l'époque à prendre cette décision. Cette majorité municipale a décidé aujourd'hui d'aller plus loin. C'est la raison pour laquelle je viens de signer un arrêté municipal pour interdire l'utilisation de glyphosate sur la commune. J'ai souhaité prendre cette décision qui fait écho à celle prise par François REBSAMEN à Dijon, pour marquer un peu plus notre volonté de renoncer à certaines pratiques habituelles, nocives pour la santé de notre planète, pour notre propre santé, celle de nos enfants et de nos petits-enfants.

Cette décision et ses conséquences, je les assume, et il me semble important qu'élus, agents municipaux et administrés, nous les assumions ensemble. Ne pas utiliser de glyphosate ou de produits phytosanitaires nocifs cela signifie des espaces verts qui pourront au premier abord sembler peu ou mal entretenus car le traitement des mauvaises herbes sera différent. C'est le prix à payer pour que nous puissions, par exemple, collectivement préserver la ressource naturelle si importante et de plus en plus rare qu'est l'eau à travers une meilleure préservation des nappes phréatiques.

Aller plus loin dans notre engagement, c'est répondre favorablement à l'appel lancé en 2018 par l'association « Nous voulons des Coquelicots » qui dresse un constat plus qu'alarmant sur la qualité de l'air, des sols et de la biodiversité dans notre pays. C'est le sens du vœu que je vous propose d'adopter lors de cette séance du Conseil municipal.

Aller plus loin dans notre engagement, c'est faire de la pédagogie sur ces questions à travers, par exemple, la conférence-débat qui aura lieu le 13 avril prochain sur le thème « Protégeons nos sols des pesticides » avec Claude et Lydia BOURGUIGNON, conférence dont la Ville de Chenôve est partenaire.

Aller plus loin dans notre engagement, c'est agir en interne pour qu'au sein de la municipalité, élus et agents acquièrent les bonnes pratiques, les bons comportements et les bonnes attitudes au quotidien pour être, plus que jamais, soucieux de notre environnement.

Aller plus loin dans notre engagement, c'est aussi s'assurer au quotidien que les piliers sociaux et économiques du développement durable – et pas seulement le pilier environnemental même s'il est essentiel – puissent être traités dans de bonnes conditions avec la mise en œuvre de mesures et de projets concrets.

Dans un contexte toujours fragile, nous prouvons ce soir avec l'approbation du compte administratif 2018 que l'exécution est conforme au budget primitif qui a été voté. Notre action est cohérente, notre budget est sincère. C'est ce que confirme le compte de gestion dressé par le comptable public.

Le compte administratif présenté ce soir est donc la meilleure réponse aux « *fake news* » énoncées lors du vote du budget.

Depuis 2014, ce ne sont pas moins de 600.000 euros de dotations qui ont disparu. Et pourtant, nous agissons en réalisant des économies, notamment par la baisse des charges de fonctionnement, et ce, sans mettre à mal le service public local.

Nous agissons sans restreindre le périmètre des services publics d'aujourd'hui tout en préparant l'avenir : l'épargne brute est plus importante et ne cesse d'augmenter depuis 2016, l'encours de la dette baisse lui aussi. Notre capacité de désendettement se renforce également depuis 2016.

Nous agissons avec conviction et ambition pour notre ville en portant des projets importants et en tenant les engagements que nous avons pris devant vous : engagement du NPNRU, lancement du projet sur Kennedy, démarrage de la phase 2 de l'opération Centralité, etc.

Nous agissons enfin sans grever le pouvoir d'achat des Cheneveliers puisque – pour la troisième année consécutive – le taux d'imposition local n'augmente pas.

Mes chers collègues, la majorité municipale reste plus que jamais engagée dans la dynamique qui est la sienne en portant une attention toute particulière aux enjeux que je viens d'énoncer afin que notre ville puisse se développer de manière durable et pérenne pour les Cheneveliers et avec les Cheneveliers.

Je vous remercie de votre attention.

ADMINISTRATION GENERALE

1 - VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DU MOUVEMENT DES COQUELICOTS

Vœu présenté par le groupe Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès (SERRP) avec Europe Ecologie Les Verts Côte-d'Or.

Chenôve soutient l'Appel des Coquelicots !

L'Appel des Coquelicots a été lancé en 2018 par l'association « Nous voulons des Coquelicots » qui dresse un constat plus qu'alarmant sur la qualité de l'air, des sols et de la biodiversité dans notre pays avec un facteur plus qu'aggravant : les pesticides.

À Chenôve, en 2009, nous avons été la première commune de l'agglomération à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires chimiques pour l'entretien de nos espaces verts sans attendre les réglementations aujourd'hui en vigueur.

Des centaines d'études parues dans les plus grandes revues scientifiques, celles non financées par les lobbys, démontrent les dangers des pesticides pour l'homme et l'environnement. Ces résultats sont sans appel : explosion des maladies chroniques, cancers, troubles psychomoteurs chez les enfants et malformations à la naissance d'une part ; déclin massif de la biodiversité et pollution des eaux, d'autre part.

Les pesticides de synthèse ne peuvent plus être une réponse appropriée au modèle de développement de nos sociétés qui doit être durable. L'enjeu est désormais d'offrir des solutions protectrices pour notre santé, les écosystèmes et rémunératrices pour nos agriculteurs et nos paysans.

Les professionnels sont, en effet, pris au piège d'un système où les fabricants imposent leurs lois, sont les premières victimes des pesticides (agriculteurs, ouvriers agricoles, épandeurs, employés de l'industrie agro-alimentaire, techniciens testant les pesticides, ouvriers de l'industrie de production et de stockage...). A ce titre, nous déplorons que le gouvernement ne souhaite toujours pas légiférer pour l'interdiction de certaines molécules dangereuses, comme le glyphosate.

En l'absence d'un véritable fonds d'indemnisation des victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs qui financent eux-mêmes la prise en charge des victimes. Les fabricants, eux, sont exempts de toute participation financière tandis que les drames et les décès s'accumulent.

Pourtant, la population est prête et aspire à une transition écologique de l'agriculture et de l'alimentation car les alternatives aux pesticides existent. C'est le sens des rassemblements réguliers du mouvement « Nous voulons des Coquelicots » ici comme partout en France.

Conscients des risques liés à l'usage des pesticides, en lien étroit avec la dynamique impulsée par Dijon Métropole, nous avons décidé d'agir : reconquête de la nature en ville, transition écologique de l'agriculture, engagement vers l'autosuffisance alimentaire pour 2030.

Au terme de la semaine nationale pour les alternatives aux pesticides, dans la droite lignée de sa politique volontariste dans ce domaine, le Conseil municipal de Chenôve choisit de cultiver l'avenir et de rejoindre l'Appel des coquelicots qui demande l'interdiction de tous les pesticides de synthèse dans une logique de santé publique pour nos administrés, pour les personnels communaux, mais aussi dans une logique de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité urbaine.

Considérant que :

- Les études scientifiques indépendantes ne font qu'alerter sur la dangerosité des substances chimiques que sont les pesticides de synthèse pour la santé et la biodiversité.
- La ville de Chenôve a mis en place une politique volontariste en matière de

développement durable dans le cadre de l'entretien de ses espaces verts et au travers de l'arrêté du Maire en date du 8 avril 2019 pour l'interdiction de l'utilisation des glyphosates pour faire de la commune un territoire « Zéro phyto »

- Les professionnels ayant subi les nuisances de ces produits chimiques doivent obtenir réparation auprès des industries

Réuni en séance le 8 avril 2019, le Conseil municipal de la ville de Chenôve :

- soutient l'Appel des Coquelicots demandant l'interdiction de tous les pesticides de synthèse
- soutient les victimes de maladies professionnelles et demande des mesures visant la réparation intégrale de leur préjudice
- demande au gouvernement et au parlement français d'accélérer les mesures d'accompagnement des agriculteurs dans la mutation de leurs modèles de production agricoles afin de permettre à la fois une juste rémunération de leur travail et une sortie rapide et effective des pesticides de synthèse.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien à l'Appel du mouvement des Coquelicots.

T. FALCONNET – Nous allons pouvoir tout de suite aborder le vœu de soutien à l'appel du mouvement des Coquelicots. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce vœu ? Mme CARLIER a demandé la parole.

C. CARLIER – Merci, M. le Maire. Oui, nous soutenons aussi le mouvement des Coquelicots et à ce titre, je demande à ce que notre groupe soit associé entièrement à ce vœu dans le cadre de la majorité municipale.

T. FALCONNET – M. AMODÉO, vous avez la parole.

M. AMODÉO – Nous aussi, les élus communistes souhaitent évidemment s'associer à ce vœu et vous préciser que nous participons les premiers vendredis de chaque mois à 18h30, à un rassemblement organisé par l'association Les Coquelicots, place Rude à Dijon.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODÉO. M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. À l'instar de tout le monde, on est tellement d'accord avec ce vœu et effectivement le mouvement des Coquelicots, on le soutient également et je prends date de ce que propose M. AMODÉO pour soutenir également les vendredis. Deux petites observations, une qui peut être dans la présentation que vous avez faite et dans la sensibilisation que vous apportez par rapport à cette transition écologique et à la question environnementale.

Il eut été bien d'aller jusqu'au bout dans la présentation ce soir de l'utilisation de l'eau, peut-être d'avoir autre chose que des gobelets en plastique et qu'on puisse avoir des gobelets recyclables, c'était une petite anecdote pour sourire mais c'est intéressant qu'on montre l'exemple jusqu'au bout. Dernier point dans ce que vous disiez également « anticiper les besoins en personnel pour l'entretien des espaces verts » et je pense notamment aux grands équipements sportifs qui nécessitent quand même un entretien extrêmement intense par rapport à la mauvaise herbe qui empêche ensuite le gazon de pousser. Voilà, ces remarques-là.

T. FALCONNET – Merci, M. MICHEL. Alors juste une remarque, mais vous ne pouviez pas le savoir, parce que effectivement ce verre est transparent, c'est de la fibre mais recyclée et

donc ce n'est pas du plastique. Nous poussons l'exemplarité et je me suis renseigné, même si vous mettez de l'eau dedans, il ne fondra pas et vous ne vous retrouverez pas chacune et chacun avec une galette de maïs devant votre pupitre. M. BRUGNOT, vous avez la parole.

Y.-M. BRUGNOT – M. le Maire, c'est juste une petite anecdote pour voir la catastrophe qu'il y a depuis 40 ans avec ces pesticides. Lorsque j'étais enfant mon père m'emmenait en Bretagne tous les étés et en milieu de chemin il était obligé de s'arrêter pour gratter le pare-brise parce qu'il y avait énormément d'insectes qui étaient collés sur le pare-brise. Maintenant, je retourne en Bretagne assez souvent et je fais le voyage sans gratter mon pare-brise parce qu'il n'y a pas d'insectes collés dessus. En quarante ans, il y a beaucoup d'insectes qui ont disparus et des oiseaux et des tas de prédateurs d'insectes qui ont disparus, voilà.

T. FALCONNET – Merci, M. BRUGNOT. Alors, j'ai deux demandes de parole : M. BUIGUES, Jean-François de son prénom et ensuite M. AUDARD. Mme RICHARD si vous voulez prendre la parole après puisque vous serez la seule à ne pas vous être exprimée sur le vœu. Si on pouvait faire un vœu à l'unanimité du Conseil municipal moins le Front National absent ce serait bien. M. BUIGUES.

J.-F. BUIGUES – C'est exactement ce que je voulais dire alors je vais dire autre chose. On peut aussi, pour rejoindre ce que disait Tony AMODÉO, on peut aussi le signer à titre personnel sur « nousvoulonsdescoquelicots.org ». Quand je l'ai signé on était environ 100 000 à le signer et là on s'approche presque des 700 000.

T. FALCONNET – Merci. Effectivement c'est fait pour ce qui me concerne. M. AUDARD vous pouvez prendre la parole si vous le souhaitez.

P. AUDARD – Simplement, M. le Maire, pour vous féliciter du fait que ce vœu puisse finalement réunir l'unanimité de notre Conseil municipal, dire également que cette prise de conscience écologique est une prise de conscience dont l'ampleur n'est pas prêt de s'arrêter et le fait de marquer cette urgence, aujourd'hui, pour notre Conseil municipal est, je crois, un moment important. Dans notre quotidien, les choses vont beaucoup changer, l'échelle de la ville est la bonne échelle pour pouvoir traiter ces grandes questions écologiques, on le fait en matière de préservation donc de la fuite thermique dans nos bâtiments, on le fait sur ces questions concernant le glyphosate et l'utilisation de produits phyto-sanitaires. On sait que ça pose quelques difficultés de mise en œuvre et que ça posera des conditions de mise en œuvre. M. MICHEL indiquait tout à l'heure « quid des terrains de sport » et de fait cette question devra être résolue mais franchement je pense que cette unanimité sur la prise de principe doit être aussi une unanimité dans sa mise en œuvre,

T. FALCONNET – Mme RICHARD, si vous voulez bien.

S. RICHARD – Alors je ferme la boucle pour dire qu'à titre personnel, bien que n'appartenant à aucun groupe, je voterai également ce vœu.

T. FALCONNET - Merci. Eh bien, écoutez c'est une bonne unanimité autour, effectivement, d'un enjeu majeur qui vient, je crois, quasiment à égalité dans les enjeux repérés par les Français dans le cadre du grand débat national avec la fiscalité, Donc ce soir on est vraiment dans la tonalité du moment puisqu'on parle et de développement durable et de fiscalité. Je vais mettre aux voix ce vœu. Qui est contre l'adoption de ce vœu? Qui s'abstient? Et je vous propose de lever la main pour solenniser le moment. Qui est pour l'adoption de ce vœu? Merci. Donc ce vœu est adopté à l'unanimité, il sera transmis au contrôle de légalité qui en fera ce qu'il devra en faire parce que, vous le savez, cet arrêté va plus loin que la loi actuelle donc nous verrons ce que dira le contrôle de légalité et Monsieur le Préfet, de ce vœu et de l'arrêté surtout que j'ai pris cet après-midi pour interdire l'utilisation du glyphosate sur le territoire communal. Merci à vous.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES

2 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2018 DE LA VILLE DRESSÉ PAR LE COMPTABLE PUBLIC

Le compte de gestion, établi par le comptable public, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il est soumis au vote du Conseil municipal avant l'approbation du compte administratif.

Par ce vote, le Conseil municipal constate, après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, la concordance des résultats entre le compte de gestion établi par le comptable et le compte administratif de la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-12 et L.2121-31,

Vu le compte de gestion 2018 joint,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à viser et certifier le compte de gestion 2018 de la ville.

T. FALCONNET – M. BUIGUES, vous avez la parole.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire. Chers collègues, je vais vous présenter un certain nombre de délibérations, dont les trois premières sont liées les unes aux autres. Il s'agira de l'approbation du compte de gestion, l'approbation du compte administratif et de l'affectation du résultat pour l'année 2018.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Y a-t-il des demandes d'intervention sur le compte de gestion ? Je n'en vois pas, donc je le mets aux voix. Qui est contre ce compte de gestion ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Il est adopté à l'unanimité, et la comptable publique vous en remercie également.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

3 - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Les réalisations et résultats de clôture de l'exercice 2018 s'établissent comme suit :

	2016	2017	2018
FONCTIONNEMENT			
Résultat n-1 reporté	5 979 959,97	3 467 647,16	4 652 189,23
Recettes de l'exercice	24 471 313,70	24 670 394,52	24 650 692,17
Dépenses de l'exercice	23 267 053,09	23 136 860,44	22 812 863,96
Résultat de l'exercice	1 204 260,61	1 533 534,08	1 837 828,21
Résultat avant couverture du besoin de financement en investissement	7 184 220,58	5 001 181,24	6 490 017,44
INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution n-1	- 4 483 820,43	-2 120 693,15	337 256,67
Recettes de l'exercice	7 818 599,03	7 883 184,33	2 171 018,90
Dépenses de l'exercice	5 455 471,75	5 425 234,51	4 289 617,93
Solde des restes à réaliser	- 1 595 880,27	- 686 248,68	-736 058,83
Besoin de financement	- 3 716 573,42	-348 992,01	-2 517 401,19
Excédent disponible repris au budget supplémentaire	3 467 647,16	4 652 189,23	3 972 616,25

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette présentation vient compléter la maquette du compte administratif.

I – APPROCHE GLOBALE DES RÉSULTATS

L'exercice 2018 se clôt par un excédent de fonctionnement de 6 490 017,44 € contre 5 001 181,24 € en 2017. Après couverture du besoin de financement de l'investissement (2 517 401,19 €), le résultat reporté, qui sera repris au budget supplémentaire 2019, s'établit à 3 972 616,25 €, contre 4 652 189,23 € en 2017.

La contraction du résultat s'explique par l'accroissement du besoin de financement de l'investissement découlant en premier lieu, du choix délibéré de ne pas recourir à l'emprunt en 2018 pour réduire l'endettement, mais également de la raréfaction des aides des partenaires publics.

De plus, en dépenses, une opération exceptionnelle a été comptabilisée pour un montant de 268 696 €. Pour mémoire, par délibération du 5 novembre 2018, la ville a, en effet, régularisé dans ses comptes le prélèvement sur ses réserves qui avait été effectué, hors budget, lors du passage à la M14.

En revanche, en fonctionnement, le résultat comptable de l'exercice est en hausse de 300 000 € par rapport à 2017. Cette variation provient de deux effets cumulatifs :

- Les dépenses de fonctionnement poursuivent leur trajectoire à la baisse (-1,40 %) ;
- Les recettes de fonctionnement n'enregistrent qu'un léger recul (-0,08 %).

Cette bonne orientation des comptes de la Ville est confirmée par les indicateurs financiers, et, en premier lieu, la capacité d'autofinancement brute (ou épargne brute). Cette dernière, déterminée par différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, hors mouvements exceptionnels, augmente encore en 2018, de près de 12 %, sous l'effet d'une contraction des dépenses (-0,61 %) et d'une augmentation des recettes (+0,55 %).

	2016	2017	2018
Épargne brute (A)	2 127 540	2 278 387	2 549 422
Encours de dette au 31/12 (B)	10 457 855	10 301 487	9 221 912
Capacité de désendettement (B/A)	4,92	4,52	3,62

Conjugué à une stabilité de l'endettement, ce niveau d'épargne brute (2,549 M€) permet de ramener la capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute) en-dessous de 4 ans.

L'analyse de l'évolution des différents postes du compte administratif permet d'appréhender les différents facteurs de l'évolution des résultats.

II – ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES

A – Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Par grands postes budgétaires, les dépenses ont évolué comme suit :

Chapitre	Nature des dépenses	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
011	Charges à caractère général	4,731	4,476	4,434	-0,94 %
012	Charges de personnel	15,094	15,131	15,053	-0,52 %
014	Atténuation de produits	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	2,132	2,243	2,261	+0,80 %
66	Intérêts et mouvements financiers	0,311	0,239	0,204	-14,64 %
67	Charges exceptionnelles	0,179	0,069	0,033	-52,17 %
		22,447	22,158	21,987	-0,77 %

En millions d'euros

Hors mouvements exceptionnels, la baisse s'établit à 0,61 %.

Les charges de personnel : le poste de charges le plus important enregistre une baisse de 0,52 %. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce fléchissement :

Contrairement aux années précédentes, l'année 2018 n'a pas été marquée par des mesures décidées au plan national. : la valeur du point d'indice est restée stable et l'application des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) a été suspendue.

En outre, la ville a accentué sa démarche volontariste de maîtrise de l'évolution de ces charges, en assurant un suivi rigoureux de la masse salariale, permettant ainsi d'absorber l'impact du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Les charges à caractère général : après deux années de baisse substantielle, ces charges restent en 2018 sur cette tendance, mais de manière beaucoup plus modérée, affichant un recul de moins de 1 %. Le détail de l'évolution des principaux postes explique la moindre baisse de ces charges qui regroupent les crédits nécessaires au fonctionnement des services.

	2017	2018	% 2018 / 2017
Achats et contrats de prestations de services (articles 6042, 611, 617 à 6188, 6225 à 6228, 6241 à 6248 et 6281 à 6288)	1 303	1 362	4,52 %
Achats de fournitures (articles 60623 à 6068)	633	581	-8,21 %
Charges de fluides (articles 60611 à 60622)	1 224	1 162	-5,06 %
Entretien et maintenance des biens mobiliers et immobiliers (articles 615...)	463	454	-1,94 %
Publicité, publications, relations publiques (articles 623...)	134	160	19,40 %
Taxes foncières (articles 635...)	124	132	6,45 %
Télécommunications (article 6262)	63	49	-22,22 %
Affranchissement (article 6261)	50	45	-10 %
Frais de déplacement, missions et réceptions (articles 625...)	82	100	21,95 %

En milliers d'euros

Ainsi, les prestations de service constituées des achats de repas, des prestations de sécurité, de la formation des agents, des transports, pour ne citer que les principaux, repartent à la hausse (+4,52 %). Les évolutions les plus significatives concernent :

- Les achats de repas (compte 6042) en hausse de 8 %. Celle-ci est consécutive d'une part, à l'augmentation de la fréquentation des restaurants, des accueils de loisirs et la création de places à la Maison de la petite enfance, et d'autre part, à l'amélioration de la qualité des repas et donc au renchérissement de leurs coûts ;

- Les prestations diverses (compte 6188) en hausse de 29 %. Cette progression s'explique principalement par le portage d'actions en faveur du développement de l'activité économique (Générateur Bourgogne Franche-Comté) et de la formation des jeunes (développement des compétences en numérique au travers de la promotion touristique).

D'autres projets ont été également lancés par la gestion urbaine de proximité, tels

l'accompagnement du projet participatif sur le devenir de l'emprise de la tour Renan et la sensibilisation des habitants à l'hygiène dans les logements.

Deux autres postes, d'un volume moindre, enregistrent une progression soutenue. Il s'agit :

- Des dépenses de communication (comptes 623) : à la suite de la réorganisation du service, certaines prestations d'infographie ont été externalisées.
- Les frais de déplacement, de missions et de réceptions (comptes 625) : les deux premiers sont en lien avec la formation des agents, et leur hausse est corrélative à celle des formations. L'augmentation des frais de réceptions s'explique par l'organisation de manifestations exceptionnelles (inauguration de la maison de la vie associative, du nouveau marché dominical et commémoration du centenaire de l'Armistice).

La progression des taxes foncières est due au remboursement des impôts à l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL), à la suite du rachat de deux propriétés (terrain Gallandiers et maison de l'Accueil Liberté).

Quant aux **charges de fluides**, elles affichent une baisse de 5 %, corrigée à -3,7 % après réintégration de factures d'électricité 2018 non rattachées. Cette évolution ne concerne pas tous les postes :

- le gaz et les carburants augmentent respectivement de 7 et 15 % en raison de l'augmentation du coût de ces énergies. De plus, pour le gaz, deux nouveaux bâtiments (vestiaires du stade et Accueil Liberté) ont été pris en compte. Cependant, les conditions tarifaires du marché du gaz ont contribué à limiter la hausse en-deçà de celle appliquée aux particuliers.
- l'électricité et le chauffage baissent, en revanche, chacun de 5 %. La maîtrise de ces charges montre les premiers effets des interventions sur les installations (changement des luminaires par des leds, suppression de compteurs réduisant les abonnements) et des mesures d'optimisation (baisse des puissances souscrites de certains équipements sportifs, ajustement des températures à l'occupation des locaux, notamment dans les groupes scolaires).

Les **autres charges de gestion** progressent de 0,8 %, sous l'effet d'une légère progression de la subvention au CCAS (+27 000 €) et des aides aux associations et à certains organismes (+10 364 €).

Les **charges financières** poursuivent leur décroissance, tant en ce qui concerne les intérêts de la dette que les frais de portage des immeubles acquis par l'EPFL pour le compte de la ville, la baisse de ces derniers découlant du rachat, déjà mentionné, de deux propriétés.

B – Évolution des recettes réelles de fonctionnement

Par rapport à 2017, les recettes réelles affichent une très légère progression (+0,14 %). Après neutralisation des produits exceptionnels, constitués pour l'essentiel de cessions foncières, l'augmentation atteint +0,55 %, les produits exceptionnels étant moins élevés en 2018 qu'en 2017.

Cette amélioration s'explique par une augmentation des dotations et subventions, notamment de la part de l'État et de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Chaque poste évolue comme suit :

Chapitre	Nature des recettes	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
013	Atténuation de charges	0,359	0,391	0,206	-47 %
70	Produits des services et du domaine	1,143	1,147	1,136	-0,95 %
73	Impôts et taxes	15,935	15,923	15,985	+0,3 %
74	Dotations, subventions	6,743	6,679	6,888	+3,14 %
75	Autres produits de gestion courante	0,215	0,227	0,287	+27 %
77	Produits exceptionnels	0,039	0,213	0,113	-46.94 %
		24,434	24,581	24,616	0,14 %

En millions d'euros

Après deux années de baisse, **les dotations, subventions et participations** enregistrent une progression notable (+3,14 %). Cette dynamique s'explique principalement par une moindre réfaction sur la **dotation forfaitaire** (-0,100 M€), et la poursuite de la hausse de la **dotation de solidarité urbaine** (+0,150 M€), même si celle-ci marque le pas.

En outre, les participations des différents financeurs sont en hausse de 14,7 %, et ceci malgré la perte des fonds européens pour le chantier école. Le dynamisme de ces recettes est porté essentiellement par l'État et bien entendu, la CAF qui accompagne la Ville sur les créations de places en crèche, mais également dans ces projets au sein des écoles (classes Passerelle, animations sur le temps périscolaire).

La progression des aides de l'État s'explique par le fléchage d'une partie des Dotations Politique de la Ville (DPV) sur des actions réalisées en 2017 et 2018 (valorisation des valeurs de la République, Générateur Bourgogne Franche-Comté et les Z'ateliers du mercredi). L'État a soutenu également les structures et les manifestations culturelles (conservatoire, bibliothèque, Bonb'Hip Hop)

Évolution des participations par nature :

		2016	2017	2018
74712	Emplois d'avenir	116 109	86 678	27 948
74718	État	34 853	87 312	232 262
7472	Région	22 080	30 500	26 130
7473	Département	170 744	137 595	139 961
74751	Métropole	36 276	22 052	20 481
7477	Fonds européens	89 941	63 000	4 408
7478	CAF et autres financeurs	1 038 886	1 037 571	1 230 277
	TOTAL	1 508 889	1 464 708	1 681 467

Les produits des services affichent une légère baisse faciale, mais celle-ci est due à un

changement de chapitre des locations de lignes d'eau du centre nautique, d'un montant de 41 681 €. A périmètre identique, leur progression globale est de 2,61 % et celle des redevances des usagers de 1,41 %.

Les redevances des quatre premiers secteurs mentionnés dans la liste ci-dessous évoluent à un rythme soutenu en raison d'une hausse de la fréquentation. En revanche, les recettes du centre nautique, même après l'ajout des locations de lignes d'eau, accusent un sensible fléchissement (103 079 €) dû la baisse des entrées. Après trois années de croissance continue, les redevances du conservatoire diminuent également, du fait de la fermeture d'une classe de piano, du transfert des heures de pédagogie sur les orchestres à l'école et d'une plus grande mixité sociale parmi les usagers.

Évolution des produits par service :

	2016	2017	2018
Périscolaire	243 217	285 229	294 568
Petite Enfance	154 526	147 665	151 402
Accueils de loisirs	65 297	71 518	77 655
Loisirs sportifs	195 393	216 161	227 465
Jeunesse	6 793	5 764	5 889
Centre nautique	121 988	119 884	61 398
Billetterie Cèdre	91 687	91 271	92 826
Conservatoire	98 671	103 736	99 976
Bibliothèque	4 279	3 336	282
TOTAL	981 851	1 038 565	1 011 557

Les impôts et taxes n'évoluent pas par rapport à 2017. Ce poste est constitué principalement des impôts directs, d'un ensemble de taxes (taxe sur l'électricité, taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) et taxe additionnelle aux droits de mutation) et des reversements de Dijon Métropole.

- **Le produit de la fiscalité sur les ménages**, au titre de l'année 2018, atteint 7,705 M€, en hausse de +1.37 %, soit un peu plus que le coefficient de revalorisation des bases (+1,20 %). La faiblesse de la variation physique de la matière imposable est due à l'absence d'opérations de construction d'immeubles depuis plus deux ans.
- **Les autres taxes** diminuent de 1,12 %, en raison d'une contraction des taxes sur les consommations d'électricité et surtout, du net recul de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) consécutif à la baisse des tarifs et des surfaces imposables.
- Enfin, après les derniers transferts effectués en 2017, **l'attribution de compensation** versée par le Dijon Métropole diminue d'environ 20 000 €, tandis que la **dotation de solidarité communautaire** reste stable à 958 257 €.

Les autres produits de gestion courante augmentent à périmètre identique (sans les locations de lignes d'eau) de 8,37 %, grâce aux locations du Cèdre (+41 %) et aux locations de salle (+46 %). Les autres revenus de gestion immobilière sont en revanche orientés à la baisse du fait du départ de locataires.

L'atténuation des charges regroupent principalement les remboursements de

rémunérations des agents en arrêt maladie et les participations au titre des emplois aidés. Globalement, ces deux postes baissent de 47 % en raison de la suppression des contrats aidés et d'une diminution du nombre de remboursements de l'assureur au titre des accidents du travail.

C – Les dépenses réelles d'investissement

Globalement, ces dépenses s'établissent à 4 254 621 €, contre 5 333 175 € en 2017.

Les dépenses d'équipement réalisées en 2018 s'élèvent à 1.885 M€, en retrait par rapport à 2017 (3.141 M€), en raison du report de certains programmes (requalification du Petit mail, création du skate-park, acquisition du terrain d'assiette du parking Curel).

Néanmoins, plusieurs opérations ont été achevées, dont :

- L'acquisition auprès de l'EPFL de deux propriétés (462 437 €)
- Les travaux d'accessibilité, notamment à la Maison de la vie associative, l'école En Saint Jacques, le gymnase Curel (200 210 €) ;
- L'aménagement des locaux de la brasserie du Cèdre (177 520 €) ;
- Un programme de réduction des dépenses d'énergie, avec en particulier le changement partiel des huisseries de l'Hôtel de ville (98 700 €) ;
- La reprise de la toiture du bâtiment de l'école maternelle Jules Ferry (80 083 €) ;
- Le transfert du marché dominical (35 057 €).

On peut également mentionner les travaux de sécurisation de certains groupes scolaires, les interventions sur les dispositifs de sécurité, la création d'un Coin nature dans la maternelle En Saint Jacques et l'installation de l'Accueil Liberté dans ses nouveaux locaux.

Les acquisitions de matériel s'élèvent à 369 347 € affectés notamment à la poursuite de l'équipement informatique des écoles, l'agencement des nouveaux locaux de la Maison du projet, les opérations proposées par les instances participatives, la modernisation des véhicules et du matériel des services.

Ce programme est complété par l'avance de trésorerie à la SPLAAD dans le cadre de la convention de prestations pour le centre commercial Saint-Exupéry (1 M€).

Enfin, l'encours de la dette poursuivant sa décroissance (9,222 M€ contre 10,301 M€ en 2017), le remboursement du capital de la dette passe de 1,155 M€ en 2017 à 1,080 M€.

D – Les recettes réelles d'investissement

Elles s'élèvent à 0,996 M€, hors excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068). Elles sont en nette baisse par rapport à l'année précédente, notamment les subventions dont le montant passe de 1,8 M€ à 0,487 M€. De plus, aucun emprunt n'aura été mobilisé en 2018.

E – Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et aux recettes engagées sur l'exercice clos qui seront mandatées ou recouvrées ultérieurement.

Dépenses	983 946.63 €
Recettes	247 887.80 €
Besoin de financement	-736 058.83 €

En dépenses, ils comprennent pour l'essentiel les crédits pour l'acquisition du terrain du parking Curel, la requalification du Petit mail et la création du skate-park.

En recettes, sont reportés les soldes des subventions sur les opérations en cours d'achèvement et la cession d'un lot de la copropriété 2 place Laprêvôte.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-12, L2121-31 et L2313-1,

Vu le compte administratif et ses annexes, notamment la note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'arrêter les résultats définitifs,

ARTICLE 2 : D'approuver le Compte Administratif 2018 de la ville.

T. FALCONNET – Je donne la présidence de séance à Mme POPARD, non sans avoir donné tout de suite la parole à M. BUIGUES pour la présentation de ce compte administratif.

M. le Maire quitte la séance du Conseil municipal.

B. BUIGUES – Mes chers collègues, on a décidé de vous présenter en diaporama un document synthétique pour bien comprendre tout ce qui a été indiqué sur le compte administratif de 2018.

Présentation du diaporama et lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

B. POPARD – Merci, M. BUIGUES. Qui souhaite prendre la parole après cette présentation ? Mme CARLIER.

C. CARLIER - Merci, Mme la Première adjointe. Mme la Première adjointe et chers collègues. Rien de surprenant, notre groupe se range aux côtés de la majorité municipale pour le vote de ce compte administratif, car bien évidemment, nous avons soutenu le budget municipal 2018.

Néanmoins, il est important de revenir sur quelques points concernant l'investissement dans notre commune, qu'il soit traduit ici dans le compte administratif clôturant le compte de l'an passé ou demain, dans le budget que nous avons voté lors du dernier conseil municipal.

Vous le savez, nous avons eu cesse de l'exprimer ici dans cette instance : l'effet ciseaux, qui était la marque d'une évolution financière négative au début du mandat, a cessé. Mais l'équilibre reste fragile. Et nous ne sommes pas aidés.

Si le gouvernement a baissé le montant de sa redistribution financière aux collectivités – dotations et subventions (600 000 euros de moins sur les 5 dernières années pour Chenôve,

si je ne me trompe pas), ce n'est pas la panacée non plus au niveau des collectivités départementale et régionale. Là où nous pouvions souscrire à davantage de subventions pour investir dans des projets, il s'avère que cela devient difficile. Quel dommage lorsqu'on pensait avoir des élus alliés politiquement à gauche dans des instances régionale et départementale pour aider la ville à avancer.

Bref.

Pour le reste, je reviens sur notre cher gouvernement qui dispose et impose aux municipalités sa marche effrénée :

- « Dédoublons les classes de CP mais payez, chères communes ! »,
- « Transformons nos services, accueillons de nouvelles missions numérisées, mais payez chères communes ! »,
- « Supprimons la taxe d'habitation (sans réformer pour autant le mille-feuilles indescriptible du système français des taxes), mais débrouillez-vous pour vos recettes, chères communes ! »,
- « Organisons un grand débat national, mais payez chères communes ».

Je m'égare, je parlais initialement d'investissement. Mais bon, sur ce champ comptable, franchement, les villes sont plus que sollicitées ! Pour exemple, la fin de contrats aidés ou autres dépenses impactant directement la situation RH de la ville en augmentant le budget de fonctionnement.

Mais revenons à l'investissement : en plus de tout ce que je viens d'évoquer, il existe des dépenses inévitables que sont la remise aux normes, voire la remise en forme d'infrastructures vieillissantes.

Et là, c'est tout un travail de dentelle pour savoir quelles sont les structures les plus à mal. J'en profite pour remercier les services municipaux pour leur travail de diagnostic qui accompagne toutes nos décisions politiques dans ces priorités qui s'imposent.

Vous, collègues élus, administrés, conviendrez que le contexte n'est pas simple pour investir dans de nouveaux projets lorsqu'on nous réduit indirectement des recettes. Et pourtant, ce sont ces nouveaux projets qui portent notre action, leur objectif étant de satisfaire chacun des administrés mais aussi de rendre notre ville plus attractive. Car l'évolution du nombre d'habitants et leur mixité sociale est primordiale pour garantir la bonne santé socio-économique de Chenôve et pour continuer à en faire une ville à la fois généreuse et soucieuse de tous ses habitants.

Alors, j'espère, et nous espérons tous, qu'avec tous les efforts financiers poursuivis, traduits dans ce compte administratif, l'expression d'une bonne gestion et d'un équilibre financier contre vents et marées, avec des perspectives comme la mutualisation de moyens métropolitains pour économiser du fonctionnement (à l'ordre du jour de ce conseil), ainsi qu'avec tout l'engouement dans lequel notre majorité municipale plurielle travaille, nous allons pouvoir poursuivre l'ensemble de ces projets dans les années qui viennent et continuer de construire une ville métissée, solidaire, autrement dit insolite et riche de toute sa bon(beau)té. Merci.

B. POPARD – Merci, Mme CARLIER. Qui souhaite intervenir ? M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci, Mme la Première adjointe. Chers collègues, peut-être rappeler un petit peu de géographie politique pour démarrer. Rappeler que le département, jusqu'à preuve du contraire, est sur une majorité de droite donc du coup rappeler ça malgré tout, même si j'attends la réponse sur le fait que j'ai voté le dernier budget. En tout cas, je rappelle aussi que les dotations, dans ce qu'a montré M. BUIGUES, ne semblent pas en diminution au niveau des subventions quand elles sont sollicitées au niveau du département et puis peut-être, ce qui serait intéressant de regarder, l'irrigation de l'ensemble des dispositifs sur lesquels intervient le département, que ce soit l'action sociale, que ce soit la culture, etc... ou

sur les collègues, donc je pense que c'est plus compliqué que ça que de le dire de manière aussi raccourcie. De dire également qu'au niveau de la région, là pour le coup, je vous rappelle pour un certain nombre que vous avez des camarades socialistes qui président, un certain nombre de vice-présidences, et la présidence, donc peut-être qu'il serait intéressant de vous adresser directement à Mme DUFAY.

Ceci étant dit, en regardant les comptes de l'année 2018 et en raisonnant à grande masse, je rejoins les propos de M. BUIGUES, les comptes sont plutôt meilleurs qu'ils ne l'étaient en 2016 et 2017. En effet, le résultat brut de l'exercice s'améliore de 300 000 €. Mais en analysant plus finement ce compte administratif, on peut se rendre compte que 70 % de la hausse de ce résultat brut s'explique principalement par des recettes provenant du chapitre dotations au sens large, ce qui intègre notamment les recettes de la Caisse d'Allocations Familiales. Comme je l'avais indiqué lors du vote du budget, il est donc difficile de se plaindre sur le traitement fait par l'État en faveur des villes inscrites en quartier d'intérêt national, comme la ville de Chenôve. En effet, qu'il s'agisse des dotations ou qu'il s'agisse des aides pour financer les services publics, tel que le péri-scolaire, l'extra-scolaire, la crèche, le centre social, l'État est plutôt bien présent et contribue activement à faire du service public dans les villes qui en ont besoin.

Poursuivons l'analyse de ce compte administratif. Sur le résultat net, après le remboursement du capital de l'emprunt, ne sera donc que de 1,5 million d'euros, comme je l'avais déjà précisé et donc notre collectivité présentera toujours une capacité d'autofinancement réduite. Donc, l'investissement en 2019 sera placé sous le signe de l'emprunt. Ainsi, permettez-moi de comparer avec une ville amie comme Quétigny, elle présente un budget de fonctionnement égal à la moitié de celui de Chenôve, elle dégage en 2017 une capacité autofinancement nette de 1,2 million d'euros, la capacité à investir de la ville de Quétigny sans emprunter correspond à 9 % de ces recettes de fonctionnement, tandis que la capacité à investir sans emprunter pour la ville de Chenôve correspond à 6 % de ces recettes de fonctionnement. Tout en soulignant que le niveau des dépenses de fonctionnement incompressible est nettement supérieur pour notre collectivité par rapport à celui d'une collectivité comme Quétigny. Tout ça pour dire, et en écho aux propos que j'ai tenus lors du débat d'orientation budgétaire et lors du vote du budget, qu'il y a la présentation que vous faites de votre gestion financière et la réalité de la budgétisation. Malgré la présentation flatteuse qui est faite dans les documents, tout démontre que les capacités à investir dans les défis de demain à Chenôve sont excessivement limitées.

Et je le répète, le travail de sérieux budgétaire qui était requis depuis longtemps n'a pas été mené à la hauteur de ce qu'il aurait dû être et ce malgré nombre de propositions que j'avais faites dès 2015. Je le rappelle, diminution des heures supplémentaires, mutualisation interne et externe entre services dans un schéma gagnant/gagnant, état des lieux des co-interventions sur le territoire afin d'envisager des économies et maintenir un haut degré de service public, projets fonciers et cessions foncières, prospectives et audits financiers et à l'appui des propositions que les services avaient apportées à la demande de M. le Maire.

Et le recours à l'emprunt, aujourd'hui, ne doit pas masquer, qu'une fois les avances de trésorerie versées à la SPLAAD avec l'opération Saint-Exupéry et Kennedy, soit 1 million pour la première et 500 000 € pour la seconde, la capacité d'investissement est nulle. L'emprunt est donc le seul recours qu'il reste, emprunt de plus de 2 millions, à la fois pour boucler le budget 2019 et pour soutenir l'action municipale en cette année préélectorale.

Avec cette gestion court-termiste, j'ai peur que la prochaine équipe municipale ne soit obligée de voter un premier budget qui soit synonyme d'une augmentation sensible des impôts locaux.

Notre groupe « Avançons pour Chenôve » s'abstiendra sur ce compte administratif.

B. POPARD – Merci M. MICHEL. Qui souhaite s'exprimer ? M. AUDARD, vous avez la

parole.

P. AUDARD – Oui, Mme la Première adjointe. Je suis un peu surpris par ce que je viens d'entendre. Ôtez-moi d'un doute, M. Dominique MICHEL, vous avez bien voté le budget primitif 2018 ? C'est-à-dire que le compte administratif sur lequel nous sommes en train de travailler, c'est le budget que vous avez voté en février/mars 2018 ? Ôtez-moi d'un doute, M. Dominique MICHEL, la décision modificative qui aboutit à l'équilibre budgétaire sur lequel nous sommes en train de travailler ce soir, qui a été voté en novembre 2018, vous avez voté pour. Et aujourd'hui, par je ne sais quel effet de vent électoral, vous votez contre, ou plus exactement, vous vous abstenez. Libre à vous.

Nous, notre majorité municipale, fait le choix de la cohérence et le choix de la cohérence c'est tenir la trajectoire budgétaire que nous avons maintenu depuis le début du mandat et la conclusion que nous tirons de la situation politique à laquelle nous sommes confrontés, ça n'est pas de dire aux Cheneveliers « c'est mieux à Quétigny et vous allez voir ce que vous allez voir, en 2020, on va vous serrer la vis », ce qui est votre discours. Mais c'est de dire « et bien, nous avons conscience des contraintes budgétaires qui s'imposent à l'ensemble des collectivités et à la nôtre, nous partageons, nous, les inquiétudes de nos concitoyens concernant les restrictions budgétaires, la démagogie fiscale qui s'instaure au plus haut sommet de l'État » où les Français sont interrogés sur, par exemple, faut-il baisser les impôts ? Ils répondent tous « oui ». Faut-il maintenir les services publics ? Ils répondent tous « oui » et finalement « on fait ce qu'on veut ». Nous sommes inquiets, effectivement, de constater la situation de nos agents communaux lorsque ceux-ci sont confrontés à une réforme du statut de la fonction publique territoriale et lorsque s'annonce la dévastation possible, dans l'ensemble des collectivités, de la situation des agents à travers l'application d'une politique de nouveau management public, nous ne considérons pas que nous sommes une entreprise. Nous partageons les inquiétudes de l'ensemble de nos concitoyens lorsque l'on constate la baisse des financements extérieurs du Conseil Départemental et c'est un peu démagogique que de dire que la collectivité ne ferait pas les demandes qui viendraient expliquer que le Conseil Départemental ne contribue pas là où il devrait contribuer. J'en veux pour preuve, la question de la protection judiciaire de la jeunesse, réduite à néant ou quasi néant, sur notre territoire du fait des choix politiques budgétaires du Conseil Départemental, que vous avez voté avec la majorité départementale. Nous sommes inquiets de voir les subventions, concernant la protection de l'enfance sur le territoire de notre commune, chuter lorsque nous sommes confrontés à une montée de la misère. Nous sommes inquiets lorsque l'on voit la pression budgétaire affliger notre collectivité et tendre à vouloir nous faire réduire le périmètre de nos services publics pour que finalement les secteurs rentables soient récupérés par le secteur de l'entreprise et les secteurs moins rentables délégués au domaine associatif. Oui, on peut avoir toutes ces inquiétudes, nous les partageons, vous ne les partagez plus, c'est votre problème mais nous, majorité municipale, nous gardons un cap, celui de défendre nos concitoyens dans un cadre clair. Et de ce point de vue, vous parliez de cohérence il y a un instant, moi, je voudrais simplement dire les choses simples qui doivent s'entendre : le compte administratif traduit l'action budgétaire de notre collectivité pour l'année 2018.

La question posée numéro un, est de savoir si le budget exécuté correspond au budget tel qu'il avait été voté en février 2018, c'est-à-dire de savoir si nous avons commis des erreurs ou subi des dérives budgétaires par rapport au document initial que nous avons, que vous avez voté. Et aujourd'hui, nous constatons quoi, à la lecture du compte administratif ? C'est que nous sommes très conformes aux actions qui ont été réalisées et budgétées et la première chose que l'honnêteté commande de dire, c'est que notre budget a été sincèrement exécuté et que le compte administratif de notre commune prouve cette sincérité, donc nous sommes cohérents.

Nous sommes également cohérents par rapport au budget primitif de 2019 voté en février dernier puisque grâce à ce compte administratif 2018, nous avons pu dégager des marges

de manœuvre qui permettent de préserver l'investissement malgré le contexte budgétaire contraint auquel nous sommes confrontés, c'est une réalité objective qui peut être constatée par l'ensemble de nos concitoyens. Et tout cela n'offre aucune marge possible à des propos qui peuvent, éventuellement, nous apparaître comme étant démagogiques au regard de la réalité budgétaire et de l'exercice budgétaire auquel nous sommes invités à discuter ou à débattre ce soir.

Une chose, c'est d'avoir une vision lucide de ce qui se passe, des politiques gouvernementales qu'éventuellement on réproouve, de ce que sont les besoins de notre collectivité et puis d'avoir l'obligation que nous assumons en bon père de famille de devoir équilibrer un budget. Puis alors le clou sur le gâteau ou la cerise sur le gâteau, c'est quand j'entends que la prochaine majorité municipale va devoir augmenter les impôts pour équilibrer son budget ! Mais on se croirait au XIX^e siècle, vous n'avez pas entendu parler de la suppression de la taxe d'habitation ? C'est quand même à vouloir trop démontrer parfois on ne démontre qu'une chose c'est que l'on n'est pas sincère dans l'examen loyal du compte administratif. Donc vous avez voté, en février 2018 le budget, celui-ci a été exécuté, vous avez voté la délibération modificative de novembre 2018 et aujourd'hui vous dites « ah ben, tout ça c'était pas bien ». Ben non, non, tout ça était cohérent. En tout cas, nous, nous le sommes. Et c'est la raison pour laquelle nous nous félicitons de ce compte administratif que vient de nous présenter Monsieur Bernard BUIGUES, qui permet de dégager des marges d'investissement toujours insuffisantes mais qu'est-ce que vous voulez, le reste ne dépend pas du débat que nous avons dans cette enceinte. Et donc, il ne faut pas nous faire passer des vessies pour des lanternes et tenir le discours de l'autre alors que précisément nous préservons l'intérêt des nôtres.

Voilà, Mme la Première adjointe.

B. POPARD – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Nous allons donc passer au vote de ce compte administratif. Qui est contre ? Je n'en vois pas. Qui s'abstient ? Trois voix. Qui est pour ? Merci beaucoup, ce compte est donc adopté, moins trois abstentions. Nous pouvons rappeler M. le Maire.

Retour de M. le Maire pour reprendre la présidence du Conseil municipal.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD d'avoir présidé ces débats. Merci pour votre vote positif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET - M. VIGREUX

4 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2018

Le Conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2018 en approuvant le compte administratif de la Ville qui fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	6 490 017,44
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	-1 781 342,36
- un solde des restes à réaliser	-736 058,83
- un besoin de financement de la section d'investissement de	-2 517 401,19

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut-être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-5,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2018.

D'une part, en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement ;

D'autre part, en report de fonctionnement par les écritures suivantes :

ligne 001 – Excédent d'investissement reporté	- 1 781 342,36
soldes des restes à réaliser	-736 058,83
compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé	- 2 517 401,19
ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté	3 972 616,25

T. FALCONNET - M. BUIGUES, vous reprenez la parole pour l'affectation du résultat 2018.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Est-ce que vous pouvez nous indiquer le montant de l'emprunt mobilisé et celui qui était inscrit au budget ? Vous avez les chiffres en tête ?

B. BUIGUES – 2 971 528 € pour 2019.

T. FALCONNET – Emprunt réalisé en 2019, entre 1,2 et 1,5 million d'euros. Combien a-t-on mobilisé d'emprunts pour 2018 ?

B. BUIGUES – Zéro euro.

T. FALCONNET – Et combien avait-on inscrit au budget ?

B. BUIGUES – 1,6 million.

T. FALCONNET - Donc, ça veut bien dire que si nous n'avons pas mobilisé d'emprunts, ça veut bien dire qu'il y a des excédents qui ont été réalisés et qui nous ont permis de ne pas emprunter et de ne pas mobiliser d'emprunts. Donc ceci explique cela.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ce compte de résultat ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

5 - TAUX DES IMPÔTS LOCAUX 2019

Les bases d'imposition 2019 sont revalorisées par l'application du coefficient de variation de l'indice des prix à la consommation harmonisée calculée entre novembre 2017 et novembre 2018, soit +2,2 %.

Ces bases d'imposition sont également ajustées des variations physiques et des exonérations accordées aux contribuables économiquement faibles, en particulier pour la taxe d'habitation. Elles enregistrent les évolutions suivantes :

	Bases effectives 2017	Bases notifiées 2018	Bases effectives 2018	Bases notifiées 2019	Bases notifiées 2019/Bases effectives 2018
Taxe d'habitation	15 112 815	15 285 000	15 067 123	15 470 000	+2,67 %
Taxe foncière bâti	20 965 636	21 272 000	21 401 120	21 684 000	+1,32 %
Taxe foncière non bâti	37 727	37 800	37 828	37 900	+0,19 %

En 2018, les écarts entre les bases notifiées et les bases effectivement taxées ont été significatifs. En 2019, selon les services fiscaux, les bases de taxe d'habitation évolueraient plus vite que la revalorisation forfaitaire, tandis que celles du foncier bâti seraient en-deçà de ce coefficient, en raison d'une baisse de l'assiette taxable des locaux professionnels.

Depuis 2017, ces locaux ne sont plus évalués et revalorisés comme les locaux d'habitation. Chaque année, les tarifs et donc les valeurs locatives de ces locaux font désormais l'objet d'une mise à jour. Cependant, en 2018, pour des raisons techniques, ces locaux ont été revalorisés comme les logements, soit +1,2 %. En 2019, la nouvelle procédure de mise à jour a été appliquée et elle aboutit à une correction, plus ou moins importante selon les collectivités, des valeurs locatives de ces locaux. Pour Chenôve, elle se traduit par une baisse des bases de ces locaux de 0,50 % (-41 267 €).

Les locaux d'habitation évolueraient à un rythme légèrement supérieur à celui de l'actualisation forfaitaire (+2,48%).

Les bases de taxe d'habitation intègrent les bases imposables des contribuables bénéficiant du nouveau dispositif d'exonération progressive (60 % en 2019), l'allègement étant pris en charge par l'État par la voie d'un dégrèvement, dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

Quant à leur évolution, elle demeure très prévisionnelle, comme en atteste les écarts constatés en 2018 entre les bases notifiées et les bases effectives, car les bases définitives ne seront connues qu'après rapprochement avec les déclarations de revenus des contribuables.

Les bases notifiées procureraient, à taux constants, un produit de 7 832 965 €, en augmentation de 133 909 € par rapport à celui perçu en 2018, soit + 1,74 %.

Les compensations d'exonérations fiscales s'établiraient à 371 486 €, contre 354 874 € en 2018, soit +4,68 %. Cette hausse s'explique par l'accroissement des bases exonérées de taxe d'habitation (= 6 % entre 2017 et 2018).

Au total, les recettes d'origine fiscale progresseraient de 150 521 € par rapport à 2018.

Afin de limiter l'augmentation de l'impôt à la charge des contribuables à la seule variation forfaitaire des valeurs locatives, il est donc proposé de maintenir les taux de taxe d'habitation et des deux taxes foncières à leur niveau de 2018.

Vu l'article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1518 bis du Code général des impôts,

Vu le budget primitif 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De fixer les taux 2019 des impôts directs locaux au même niveau qu'en 2018, soit :

	2018	2019
Taxe d'habitation	13,53 %	13,53 %
Taxe foncière bâti	26,28 %	26,28 %
Taxe foncière non bâti	109,02 %	109,02 %

T. FALCONNET – C'est encore M. BUIGUES qui va nous faire une présentation succincte de ce rapport. M. BUIGUES, allez-y.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Y a-t-il des demandes d'intervention sur les taux d'imposition ? M. AMODEO, vous souhaitez prendre la parole.

M. AMODEO – Mon intervention sera sur la mort annoncée de la taxe d'habitation. Comme vous l'avez entendu dans cette délibération, le Conseil Municipal a voté le maintien des taux des impôts directs locaux pour 2019. Signe de la bonne santé de nos finances puisque, cette année encore, nous n'avons pas utilisé le levier de l'impôt pour équilibrer notre budget et avons aussi répondu aux revendications de contribuer au maintien du pouvoir d'achat de nos concitoyens. En ce qui concerne la taxe d'habitation c'est sans doute la dernière année que les conseils municipaux auront encore l'autonomie de continuer à gérer leurs ressources et pourront voter cette taxe.

Au fait, où en sommes nous de la promesse du candidat MACRON de la suppression intégrale de la taxe d'habitation ? Pour 80 %. Pour tous les contribuables ?

Non seulement Emmanuel Macron a tenu en partie sa promesse, supprimer la taxe d'habitation pour 80% des ménages entre 2018 et 2020, mais il a fait savoir que cette mesure n'était que "le premier acte d'une réforme ambitieuse des finances locales". En laissant entendre au passage que ce prélèvement « injuste et idiot » avait vocation à disparaître complètement d'ici la fin du quinquennat. Mais remplacé par quoi ?

Le Président de la République l'a répété à de multiples reprises avant même d'être élu : "L'État remboursera à l'euro près le manque à gagner pour les communes." Mieux, son ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a assuré que la compensation se ferait "non seulement par rapport à l'année 2017, mais que le montant versé par l'État tiendra compte de l'évolution démographique de chaque collectivité locale. En cas de croissance du parc de logements, ces dernières ne seront donc pas lésées ».

Mais les Maires, qui n'ont jamais été demandeurs de cette suppression, n'ont aucune confiance dans le fait que les recettes seront assurées à 100 % par l'État, avec en outre un accroissement de la dépendance des collectivités vis-à-vis du gouvernement, de façon très centralisatrice. On a eu le même schéma avec la taxe professionnelle : la compensation n'a jamais été intégrale. Ils craignent que les compensations ne durent que le temps d'une mandature

Mais le problème c'est que la mesure commence à être appliquée alors que le système de son remplacement n'est pas encore prévu !

Autant cette suppression aurait pu se comprendre, intégrée dans une réforme plus large de la fiscalité des collectivités, autant, seule elle est inexplicable et est une baisse d'impôts en trompe l'œil. Encore une fois un jeu de bonneteau dont nous serions les naïfs clients.

Évidemment que nous sommes pour une grande réforme fiscale d'ampleur, pour une révolution qui mettra la justice fiscale et la répartition des richesses au centre de notre système, qui s'attaquera à la TVA et à la CSG, particulièrement injustes, mais on sera bien loin du compte uniquement avec la suppression de la taxe d'habitation. Cette mesure pose d'ailleurs de nombreux problèmes. A Chenôve, 91 % des habitants sont exonérés de taxe d'habitation. Mais ils vont prendre de plein fouet la hausse de la CSG.

Ce que l'on a entendu sur les ronds points et dans les réunions du Grand Débat, ce n'est pas de ne plus payer d'impôts, c'est de vivre dignement en payant ses impôts, c'est plus de justice fiscale !!!

Nos associations de maires demandent au gouvernement de clarifier sa position.

D'autant plus que le Ministre de l'Action et des Comptes Publics vient d'indiquer que la réforme de la fiscalité Locale attendra le Projet de Loi de Finances de 2020 et que les modalités de compensation de la suppression de la taxe d'habitation, qui sera intégrale d'ici à 2022, seraient discutées dans le cadre du projet de loi de finances déposé en septembre. Autant dire aux calendes grecques.

On se demande si, dans la cacophonie ambiante et le flou persistant depuis plusieurs mois, 80 %, 20% plus aisés, totalité des contribuables, par quoi sera remplacé ce dégrèvement, compensation, autre répartition des impôts nationaux et leur augmentation, nouvel impôt par l'État, les départements.... Certains ministres ont aussi annoncé la possibilité de revenir sur la suppression totale qui coûterait trop cher. Ce qui ne fait qu'accroître la confusion et l'incertitude concernant la nature et le montant de nos recettes fiscales ainsi que des modalités de leur compensation.

Aurons-nous une réponse avant de retourner devant les électeurs notamment en ce qui concerne les municipales de 2020 ? Alors que nous avons plus que jamais un besoin de cohérence, de prévisibilité et de lisibilité de nos finances locales.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODÉO. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur les taux communaux ? Je voulais juste faire une remarque à la suite de votre intervention, peut-être plus largement sur la question du grand débat national dont il y a eu présentation des conclusions cet après-midi. La question, moi je pense à travers ce débat que nous avons là, c'est un peu dommage que nous ne soyons pas plus nombreux à nous exprimer sur cette question des taux, parce que dans certaines collectivités, on voit des taux communaux diminuer pour compenser l'augmentation des bases. À travers cela, ce sont d'ailleurs des municipalités, on va dire proches de la droite, qui souhaitent montrer que ce sont les bons élèves de la classe fiscale et donc qui baissent les impôts.

Je voudrais simplement peut-être faire un point pour expliquer ce que nous, nous concevons à travers l'impôt et notamment à travers le consentement à l'impôt. Il n'y a pas cinquante solutions, cinquante manières d'être citoyens, il y a : « aller voter », il y a « participer à la vie de son pays », « à s'engager » et puis « payer l'impôt ». C'était une des grandes innovations

de la Révolution Française, c'est-à-dire que quel que soit ses revenus, et bien à proportion on contribuait à la dépense publique. Parce qu'aujourd'hui, regardez la situation de notre ville, 90,8 % des contribuables de Chenôve, ne vont plus être assujettis à la taxe d'habitation. Vous aurez fait le calcul vous-même, ça veut dire que 9,2 % des contribuables vont continuer de contribuer via la taxe d'habitation, je ne parle pas de la taxe foncière, je parle bien de la taxe d'habitation.

Dans le même temps, nous votons les tarifs municipaux tous les ans. On nous parle, par exemple, du repas de cantine scolaire à 1 € avec le différentiel qui serait compensé par l'État. Nous, nous adoptons un tarif solidaire depuis des années, fondé sur le taux d'effort et le tarif le plus bas pour un repas est de 1,58 € et 1,18 € pour les maternelles. C'est-à-dire que les futures mesures du plan pauvreté lancées par le gouvernement et par le Président de la République, en fait on les a très largement anticipées. Et si vous prenez une ville qui n'applique pas ce tarif solidaire, par exemple, qui met son repas à 2 €, 2,20 €, 2,50 € et bien l'État, pour les catégories les plus défavorisées, pour les enfants issus des familles les plus défavorisées, va compenser le différentiel à hauteur de 1,50 €, c'est-à-dire que nous pratiquons la solidarité et nous allons payer cette solidarité quand d'autres ne l'auront jamais pratiquée. Là, effectivement, on peut parler d'une mesure inique et je suis très inquiet par les effets de cette exonération totale de la taxe d'habitation, parce que c'est laisser penser aux citoyens que le service public est gratuit, que ça ne coûte rien. Lorsque nous avons fait les NAP, nous avons toujours dit que les NAP n'étaient pas gratuites, mais qu'elles n'étaient pas facturées aux familles. Et je pense qu'il faut qu'on dise les choses, quand on a un tarif solidaire à la cantine pour un enfant de maternelle à 1,18 €, il faut expliquer que ce 1,18 €, c'est un effort de la collectivité et un effort des personnes qui contribuent le plus fortement, c'est-à-dire, qui ont plus de moyens pour que les enfants des familles les plus défavorisées puissent manger un repas équilibré à la cantine scolaire. Ça s'appelle la solidarité, c'est ce qui fait aussi la différence entre une politique de droite et une politique de gauche.

Je vais mettre aux voix ces taux. Donc, qui est contre ? Vous l'avez compris, la non augmentation des taux communaux à Chenôve pour 2019. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie de cette unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

RESSOURCES HUMAINES

6 - SCHÉMA DE MUTUALISATION DE DIJON MÉTROPOLÉ – ADHÉSION AUX SERVICES COMMUNS PROPOSÉS – SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LA MÉTROPOLÉ, LA VILLE ET LE CCAS – SUPPRESSION DE POSTES : APPROBATION

Vu la loi n°83-634, du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53, du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2010-1563, du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2014-58, du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Source de solidarité, la mutualisation permet de partager des ressources communes et des expertises; d'autant plus nécessaire dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques, elle constitue aussi et surtout un outil précieux et structurant au bénéfice du service public.

Historiquement liées par le secteur urbanisme, Dijon Métropole et ses communes membres ont engagé un processus de mutualisation renforcée en accompagnant les transformations institutionnelles successives, visant à optimiser le fonctionnement des services municipaux et métropolitains, ainsi qu'à unir leurs efforts dans un souci d'amélioration de l'efficacité publique, tant en matière de maîtrise des dépenses que de qualité de l'expertise locale.

Si une mutualisation désormais très intégrée est opérationnelle avec la ville centre, sont aussi expérimentées, depuis plusieurs années, des mutualisations sur certains secteurs avec plusieurs communes, désireuses de bénéficier de l'expertise des services de la métropole dans certains secteurs : commande publique, services informatiques...

Forte de son projet de territoire et du projet métropolitain, la Métropole peut repenser son projet d'administration pour accompagner cette évolution. C'est dans ce cadre qu'ont été initiés des travaux sur les mutualisations afin d'élaborer un schéma de mutualisation.

Depuis le printemps dernier, un comité de pilotage, composé des maires des communes de la métropole, a été réuni afin d'élaborer un schéma de mutualisation.

Le diagnostic réalisé fait apparaître :

- Une grande variété dans les formes de mutualisation expérimentées entre Dijon Métropole et ses communes membres ; co-existent ainsi des coopérations techniques, des groupements de commandes, des conventions de gestion d'équipements, des mises à disposition de moyens, des mises à disposition de personnels ou de services, un service commun... ;
- Un fonctionnement totalement intégré, depuis plusieurs années, des services de la Ville de Dijon, de son CCAS et de la Métropole, le dispositif juridique correspondant devant toutefois être actualisé ;
- En conséquence, une maturité suffisante de la Métropole en matière de mutualisations pour envisager de créer des services communs et de les ouvrir à l'ensemble des communes membres volontaires ;
- Et enfin, la nécessité de conserver un caractère évolutif et progressif à la démarche, afin de préserver les capacités d'adaptation des services métropolitains, et d'accompagner les communes dans la conduite du changement.

C'est ainsi qu'a été proposé :

- de réviser le dispositif juridique de mutualisation liant la Métropole, la Ville de Dijon et son CCAS, et de créer, autant que possible, des services communs, forme de

- mutualisation la plus intégrée et aboutie ;
- de formaliser les coopérations existantes entre la métropole et les communes déjà engagées dans des mutualisations opérationnelles ;
- et d'élargir, lorsque que cela est possible, juridiquement et opérationnellement, les services communs aux autres communes de la métropole qui le souhaiteraient.

Pour la commune et le CCAS de Chenôve, il s'agit tout autant d'actualiser les coopérations déjà en œuvre avec la métropole notamment pour le droit des sols, le règlement général de protection des données (RGPD) ou la centrale d'achat, que de pouvoir bénéficier d'expertises nouvelles en matière juridique, assurantielle et informatiques.

En vertu de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Conformément à la déclaration d'intention formulée en septembre dernier à l'occasion de la journée métropolitaine et adoptée à l'unanimité par le conseil métropolitain dans sa séance du 27 septembre 2018 ;

En vertu de la délibération du conseil métropolitain du 29 novembre 2018 approuvant à l'unanimité le schéma de mutualisation de Dijon Métropole ;

Il est proposé d'approuver, pour 2018-2020, le schéma de mutualisation de Dijon Métropole, annexé au présent rapport, et d'adhérer aux services communs créés dans ce cadre et ouverts aux communes membres, soit :

- les services communs des systèmes d'information et de la donnée,
- le service commun de la centrale d'achat,
- le service commun de la commande publique,
- le service commun des affaires juridiques,
- le service commun des assurances,
- le service commun du droit des sols.

S'agissant d'une mesure d'organisation du service, l'avis du comité technique a été requis conformément aux dispositions en vigueur.

La création de services communs emporte le transfert de droit, dans les services communs de la métropole, des agents des communes adhérentes exerçant leurs missions dans le champ d'expertise desdits services. Ainsi, au 1^{er} mai 2019, 7 agents de la Ville seront transférés à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale. La commission administrative paritaire a été consultée.

Aux fins de fixer les modalités d'adhésion de la Ville et du CCAS aux services communs précités, et notamment les modalités de transfert des agents municipaux concernés dans les services métropolitains, il est proposé au conseil d'approuver le projet de convention annexé au rapport.

L'adhésion de la commune serait effective au 1^{er} mai prochain.

Un avenant relatif aux modalités de participation financière de la Ville au fonctionnement des services communs créés, sera proposé au conseil municipal dans le courant de l'année 2019, après réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Enfin, la mise en œuvre de ces services communs implique une mise en conformité du tableau des effectifs avec la suppression de 7 postes à la Ville.

Ils se répartissent de la manière suivante :

- cadre d'emplois des attachés territoriaux : 1 poste

- cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux : 3 postes
- cadre d'emplois des techniciens territoriaux : 1 poste
- cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux : 1 poste
- cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux : 1 poste

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2,

Vu la délibération du Conseil métropolitain de Dijon Métropole en date du 29 novembre 2018 portant schéma de mutualisation pour 2018-2020 et définissant le périmètre des services créés en 2019,

Vu l'avis du Comité technique de Dijon Métropole du 13 novembre 2018,

Vu l'avis des commissions administratives paritaires du 14 février 2019,

Vu l'avis du Comité technique de la ville et du CCAS de Chenôve du 27 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le schéma de mutualisation de Dijon Métropole, tel que porté en annexe,

ARTICLE 2 : De décider l'adhésion de la Ville aux services communs créés précités à compter du 1^{er} mai 2019,

ARTICLE 3 : D'approuver la convention relative à la mise en œuvre des services communs à signer avec la métropole et le CCAS de Chenôve, telle que portée en annexe, et d'autoriser M. le Maire à y apporter, le cas échéant, les modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 4 : D'approuver les suppressions de postes telles qu'énoncées et qui prendront effet le 1^{er} mai 2019,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous allons aborder une question importante. Nous avons engagé à l'échelle de la Métropole une discussion sur la mutualisation d'un certain nombre de services, mutualisation appelée de nos vœux, très largement au sein de ce Conseil, permettant de partager des ressources communes et un niveau important d'expertise. J'y reviendrai si les questions que vous me posez m'y amène.

Présentation de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – L'avis du Comité technique a été recueilli. Les représentants du personnel se sont prononcés. Pour que l'information soit complètement exacte, il y a eu abstention pour les représentants du personnel au Comité technique.

Je dois saluer l'excellent travail qui a été réalisé d'une part par les services de la ville de Chenôve, la DRHS sous la conduite du Directeur Général des Services et du Directeur Général adjoint, et d'autre part, les services de Dijon Métropole qui ont été très à l'écoute, y compris des situations individuelles de chacun des sept agents. Quand on voit les conditions

dans lesquelles le transfert d'agents s'était opéré il y a quelques années à la Métropole, dans la brutalité, là on a pris le temps, et les agents ont été traités avec beaucoup d'humanité et beaucoup de compréhension.

Suite de la présentation de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Voilà mes chers collègues, ce que je pouvais vous dire. J'insiste bien, ce n'est pas un transfert, c'est une mutualisation. Ce ne sont pas des services à la population, ce sont des services support de la collectivité, et cette mutualisation nous amènera plus d'expertise, plus de compétences mises au service de notre ville, tout en ayant accompagné de manière individuelle les sept agents concernés.

J'ouvre la discussion sur ce schéma de mutualisation. Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Je vous remercie, M. le Maire. Chers collègues, je pense que sur ce rapport, vous ne serez pas surpris de notre position d'abstention avec M. ESMONIN. Depuis plusieurs années, et encore lors du Conseil municipal de février dernier, lors du vote du budget, nous vous avons fait part de notre vive inquiétude sur l'évolution accélérée des transferts de compétences et le mouvement de mutualisation des services, qui commencent à affaiblir de manière sensible la légitimité institutionnelle des communes.

En nous proposant ce soir d'adhérer aux services communs que vous venez de lister, ce sont un certain nombre de compétences essentielles de la commune, utiles aux services municipaux et aux Cheneveliers, qui vont rejoindre le 1^{er} mai le giron de Dijon Métropole. Cette mutualisation porte avec elle le transfert de sept agents de la ville, et n'est pas sans conséquence pour eux. Les agents travailleront sur un nouveau site, intégreront une nouvelle collectivité, changeront de supérieur hiérarchique et avec de nouveaux liens fonctionnels, devront s'approprier la culture de la Métropole, ainsi que de nouvelles méthodes et outils de travail. D'ailleurs, des fiches d'impact jointes en annexe ont été établies et décrivent les effets de la mise en commun des services sur l'organisation, les conditions de travail, sur la rémunération et les droits acquis par les agents.

J'avais deux questions, M. le Maire, sur lesquelles vous venez d'apporter des éléments de réponse. C'était d'abord de savoir quel était l'avis du Comité technique et la position des deux syndicats sur cette question. Et puis également la question de l'accompagnement des agents, puisque vous le voyez, il y a quand même un certain nombre d'impacts sur leur déroulé de carrière et sur leur changement de conditions de travail.

À l'heure où un récent sondage, réalisé par IPSOS, met en évidence que 73 % des Français déclarent un attachement fort pour leur commune ; à l'heure où la résolution générale du 101^e congrès des Maires et des Présidents d'intercommunalité rappelle « que le rôle des maires est essentiel pour assurer la stabilité de l'édifice républicain et renforcer la cohésion de notre pays » ; à l'heure où le Sénat lance une consultation auprès des élus locaux sur la place des élus municipaux dans la gouvernance des intercommunalités et souhaite recueillir auprès d'eux des informations sur les difficultés auxquelles les élus peuvent faire face dans la gouvernance des EPCI ; à l'heure où près de 1 000 maires auraient déjà quitté leurs fonctions depuis les élections municipales de 2014, en raison notamment de la réforme territoriale qui aurait vidé la commune de ses compétences au profit de l'intercommunalité et la baisse des dotations de l'État ; à l'heure où les premiers résultats du Grand Débat national, initié par le Président de la République, font état que 86 % des Français considèrent qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ; prenons garde à l'éloignement des prises de décisions qui sont souvent mal vécues et mal comprises par nos concitoyens.

Nous en arrivons d'ailleurs à des situations ubuesques, qu'on ne sait plus qui fait ou qui fera quoi, qui est l'interlocuteur compétent. Je vais prendre un exemple très simple et concret : j'ai été récemment interpellée par des riverains qui se plaignent à juste titre de n'avoir pas vu passer la balayeuse dans leur rue depuis plus d'un an, il devient difficile de leur expliquer que cela relève désormais de la compétence de la Métropole.

Dans un contexte local marqué par la fermeture récente de la trésorerie de Chenôve pour les particuliers, du départ de la CPAM boulevard Bazin début 2017, de la fermeture de la clinique de Chenôve il y a deux ans, soyons vigilants et faisons attention à ne pas affaiblir durablement l'initiative municipale, à éloigner encore plus le pouvoir municipal et les prises de décisions des citoyens, car comme je le disais lors du Conseil municipal de février, si on n'y prend pas garde, que restera-t-il d'ici quelques années comme compétences aux communes ? Pour toutes ces raisons, c'est un vote d'abstention que nous émettons avec M. ESMONIN sur cette délibération.

T. FALCONNET – Merci, Mme RICHARD. Je ne suis pas très surpris de la teneur de votre déclaration, que je vous invite d'ailleurs à reproduire le jour du Conseil métropolitain, à savoir après-demain, puisque nous allons voter la même délibération.

M. AUDARD, vous avez la parole.

P. AUDARD – Oui, très brièvement, pour exprimer une position de vote favorable à cette délibération. Tout d'abord, ce que je viens d'entendre m'étonne à moitié également, M. le Maire, dans la mesure où j'ai bien compris quelles pouvaient être les inquiétudes liées à une forme de confusion entre le transfert de compétences, que vous avez bien expliqué tout à l'heure, et la mutualisation, c'est-à-dire la mise en commun d'un certain nombre de choses. C'est vrai que ce n'est pas forcément très lisible. Mais derrière cet aspect des choses, il y a probablement là encore une drôle d'évolution, parce que j'ai le souvenir que M. ESMONIN et nous-mêmes, nous avons été des acteurs dans la construction du district, après Roland CARRAZ. Nous avons été des acteurs dans la transformation du district en communauté de communes. Nous avons, ensemble, fait le choix du passage à la Métropole, et aujourd'hui, on s'inquiète des conséquences des choix que l'on a fait hier, en prenant pour argument ce qui précisément est une mise en commun et non pas un transfert de compétences, ce que nous ne faisons pas ce soir. Nous ne transférons pas une compétence, nous n'abandonnons pas de souveraineté.

M. le Maire l'a bien indiqué tout à l'heure, il ne s'agit pas de transférer des services publics directement adressés aux personnes, mais de mutualiser des compétences techniques pour avoir une meilleure efficacité. Ça n'a donc rien à voir avec les histoires de balayeuses, de trottoirs ou je ne sais encore, qui méritent effectivement d'être critiquées, encore moins avec la fermeture regrettable, regrettée et dénoncée, d'un certain nombre de services publics sur notre commune, qui ne sont pas liées au phénomène d'agglomération ou au phénomène de mutualisation.

Il est très important, sur ces questions, me semble-t-il, d'avoir l'esprit clair et d'être entendu pour ce qui est effectivement fait. On aura certainement d'autres occasions de débattre sur le problème de la métropolisation et des effets de la métropolisation. On aura certainement d'autres occasions de s'interroger sur les questions budgétaires et de solidarité communautaire. On aura certainement d'autres occasions de débattre sur un certain nombre de sujets. Mais franchement, sur cette question de mise en commun, nous n'avons pas le sentiment de mettre en péril le bien commun que constitue notre commune. C'est la raison pour laquelle, M. le Maire, nous voterons pour cette délibération.

T. FALCONNET – Merci, M. AUDARD. M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Chers collègues, cette délibération propose d'adhérer aux services communs et donc la création de services communs entre la Métropole et notre commune. Ce projet semble séduisant sur le papier, toutefois quelques remarques relativement à ce projet.

Premièrement, si j'ai bien compris, sept agents de la commune sont concernés par un transfert. Donc vous nous avez éclairé un petit peu, mais je reprécise ma pensée, permettez-moi d'espérer que les agents ont réellement été associés à ce projet de transfert. Je dis cela pour deux raisons : je me souviens encore la gestion RH précédente des agents

lors du transfert voirie. Je reste prudent sur la lecture des documents où l'association des agents est théoriquement parfaite, mais la gestion humaine demande disponibilité, précaution, écoute. Dit autrement, la question du bien-être a-t-elle été bien appréhendée ? Quand les représentants du personnel de Chenôve se sont majoritairement abstenus sur cette question en Comité technique, cela doit forcément nous interpeller.

Deuxièmement, en acceptant la création de services communs, la commune accepte de facto de payer des services pour lesquels elle n'a plus la maîtrise, puisque les agents relèvent d'un seul employeur : la Métropole. La commune accepte de perdre en compétences et en expertise via ces agents, elle accepte de se reposer sur la Métropole qui ne prendra peut-être pas forcément en compte les problématiques locales.

Troisièmement, je trouve dommageable pour la collectivité, dont les deux tiers des dépenses reposent sur la masse salariale, qu'elle ne puisse plus avoir un pilotage en direct sur les fonctions importantes et stratégiques. En effet, les services communs concernés sont les marchés publics, le service juridique, les systèmes d'information, les achats et les droits des sols. La ligne historique de Chenôve, ces cinquante dernières années, a toujours été d'avoir un personnel compétent et nombreux afin de piloter un service public efficient à destination de la population. Le choix budgétaire était orienté vers les services au public, assurés en régie plutôt que par délégation. Or, je note que désormais, la nouvelle orientation est d'avoir des coûts importants, mais sans piloter le service public que l'on finance.

Où est l'intérêt de la ville de Chenôve dans cette mise en commun des services ? Pour la Métropole, je vois bien, pour Dijon, je vois bien aussi, mais pour Chenôve ?

Rappelons-nous du transfert du service voirie. Nous avons perdu en réactivité, comme le précisait notre collègue Sandrine RICHARD, en efficacité, lorsque le service a été transféré à la Métropole. À l'époque, encore communauté urbaine, les habitants que nous rencontrions nous le rappelaient encore avec force. Lorsque notre commune devra faire étudier juridiquement les dossiers qui concernent Chenôve et Dijon, parfois avec des intérêts contradictoires, cela va être difficile de solliciter le service juridique commun, qui est sous l'autorité hiérarchique du Président de Dijon Métropole. Il faudra alors solliciter un avocat extérieur et indépendant, quel lien financier ?

Prenons un exemple très simple et très concret, lorsqu'il y a eu le projet de cinéma dans la zone d'activités de Chenôve et que Dijon avait son projet de cinéma pour la cité de la gastronomie. On peut aisément imaginer la difficulté qu'il y aurait eu à solliciter l'avis du service juridique commun. C'est quoi, la prochaine étape ? Le service RH ? Le service Finances ? Le service communication ? Est-ce que cette convention était si urgente qu'il faille la passer si près des échéances électorales ? Dès lors que la collectivité souhaite se saisir de fonctions stratégiques, pourquoi ne pas imaginer d'aller jusqu'au bout de cette démarche, et pourquoi pas créer une commune nouvelle avec Dijon et créer un arrondissement métropolitain ? Pourquoi ne pas avoir proposé d'autres services communs que ceux qui rendent notre collectivité totalement dépendante et lui font perdre en souveraineté locale ? Par exemple, les espaces verts dans la continuité du transfert de la voirie, afin de développer le sud métropolitain et asseoir la position centrale de Chenôve sur ce secteur. Pourquoi ne pas avoir présenté depuis le CISPD un service commun de Police municipale afin d'appréhender les questions de tranquillité publique à l'échelle métropolitaine. Voilà une vision stratégique qui aurait pu permettre d'approcher des réponses nouvelles sur cette question toujours sensible.

Enfin, pour le dire autrement, est-ce que cette convention est bonne pour Chenôve ou est-ce qu'elle est bonne pour l'avenir politique de son Maire ? Quand on travaille sur des dossiers liés à l'intercommunalité, il faut avoir un sens de l'anticipation, une vision de long terme, et là, je trouve que l'orientation qui est prise manque de vision de long terme, ou alors c'est pour une vision de long terme cachée que je ne partagerai pas, à savoir installer par petites touches le cheval de Troie de la commune nouvelle au sein de notre agglomération.

T. FALCONNET – Voilà une déclaration tout à fait équilibrée. Je vais répondre à vos deux déclarations, même si elles ne se situent pas avec le même esprit et sur le même niveau. Vous nous parlez pêle-mêle de la CPAM, de la clinique de Chenôve, de la trésorerie, ... Moi, je pourrais vous parler de la Poste, le bureau de poste sur Géant Casino. On pourrait parler aussi de la zone commerciale de Géant. On parle de la balayeuse, du CISPD, de la Police municipale et donc des pouvoirs de police du Maire, ... On mélange tout !

Je voudrais revenir sur la délibération. C'est une mutualisation de services supports de la collectivité, où nous allons monter en compétence juridique, en compétence en matière d'assurances, de droit des sols, en sachant qu'il était très largement assumé par la Métropole, puisque je rappelle que si nous instruisons encore les permis de construire, qui sont signés par le maire, c'est la Métropole qui en assure le suivi et l'exécution. On est déjà dans un très large mouvement de mutualisation, mutualisation, M. MICHEL, que vous appelez de vos vœux, puisque lors du dernier Conseil municipal, le 4 février 2019, vous nous dites que parmi les propositions que nous n'aurions pas suivies de votre part, vous évoquez le travail de sérieux budgétaire requis depuis longtemps et vous évoquez comme solution pour améliorer la situation financière de la ville : diminution des heures supplémentaires, mutualisation entre les services, état des lieux des co-interventions, ainsi de suite.

D'un côté, vous êtes pour la mutualisation, mais vous êtes contre la mutualisation. À un moment donné, il faudrait savoir si vous êtes pour ou si vous êtes contre ! Cette mutualisation, contrairement à ce que vous dites, parce que là aussi, est-ce que c'est une méconnaissance d'un dossier, ou est-ce que c'est la volonté d'introduire de la confusion dans l'esprit de nos conseillers municipaux et du public présent ? La mutualisation ne va pas coûter à la ville. C'est totalement faux. Il va y avoir, comme pour chaque mutualisation ou chaque transfert de compétences, une CLECT, qui examinera le mouvement des dépenses et le mouvement des recettes transférées et qui va non pas facturer, comme vous le laissez entendre, mais qui va imputer à la collectivité l'équilibre des recettes et des dépenses transféré.

Sur ces sept agents transférés, sur les différentes compétences que j'ai énoncées, qui vont être mutualisées, c'est environ 60 000 € qui ne seront plus attribués à la Métropole en terme de charges transférées, en terme de dotations, mais ce seront 300 000 € qui seront économisés par la commune en matière de masse salariale, ce n'est pas rien. Je le dis, ce n'est pas notre moteur premier, c'est la volonté de monter en compétence et en niveau d'expertise. Nous aurons, demain, un meilleur service sur des services complètement stratégiques pour la collectivité. Par exemple, nous n'avons pas de service d'information géographique à Chenôve, nous en aurons un en mutualisant avec Dijon Métropole.

Jeudi, nous inaugurons OnDijon. C'est la gestion connectée de l'espace public. Ça veut dire que pour la Métropole, nous allons de plus en plus aller vers une gestion mutualisée, intégrée de l'espace public, en matière d'éclairage public. Aujourd'hui, l'éclairage public, c'est Dijon Métropole. Les caméras de vidéoprotection, est-ce qu'il ne serait pas intelligent, que nos caméras soient connectées à un CSU unique (Centre de Supervision Urbaine unique), de manière à ce que nous puissions mieux réagir sur ces questions ?

Quant à un service de police municipal intercommunal, c'est tout simplement impossible. M. MICHEL. Si vous connaissez la loi et les règlements qui régissent les collectivités territoriales, vous savez que ça relève des pouvoirs de police spécifique du maire, et que ça ne se délègue pas au président de l'EPCI. A moins que la loi n'en décide demain ou que tous les maires des communes membres soient d'accord, à moins que M. MACRON décide de supprimer les communes pour les EPCI, mais ce n'est pas l'impression que j'ai en lisant les interventions récentes du Président de la République.

Je crois qu'il faut ramener les choses à leur juste proportion, je ne suis pas, comme vous, complètement obnubilé par l'avenir, je suis au contraire dans le concret et dans le réel, et je pense que ce schéma de mutualisation est un bon schéma pour Chenôve, pour la Métropole, et nous allons travailler de manière beaucoup plus efficace au service de nos concitoyens.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette mutualisation des services ?

M. MICHEL souhaite reprendre la parole.

T. FALCONNET – M. MICHEL, vous avez la parole pour la deuxième fois. J'espère que ce sera la dernière.

D. MICHEL – Nous verrons.

T. FALCONNET – Ça, c'est moi qui en déciderai, M. MICHEL. Là aussi, la police de l'assemblée, c'est moi qui en décide. Vous avez la parole, M. MICHEL.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Simplement, je ne confonds pas les propos entre mutualisation et services communs. La mutualisation, c'est quelque chose qui est un pôle ressources et qui vient en soutien des différents services que la mairie peut avoir, et la Métropole peut jouer ce rôle de mutualisation. Et soutenir la mutualisation, c'est aussi additionner par exemple sur le pôle du secteur sud de la Métropole, additionner, comme on l'avait évoqué à l'époque avec Marsannay et Perrigny, un certain nombre de choses. Mais ça n'enlève aucun agent.

Les services communs, c'est un transfert de personnes avec une perte d'autorité en tant qu'employeur, puisqu'ils seront sous l'autorité du président de la Métropole. C'est une perte aussi au niveau des enjeux locaux, par rapport aux agents. Les agents ne seront pas présents, et la question qui peut se poser à nous, c'est le problème de réactivité sur un certain nombre de sujets. C'est ça que j'évoque, M. le Maire. Je ne confonds pas. Je suis pour la mutualisation, le transfert d'agents avec une perte, les services communs... il y a marqué « transfert » dans la délibération, je l'ai lu.

T. FALCONNET – Des agents.

D. MICHEL – Eh bien, les agents, nous ne les avons plus puisqu'ils sont sous l'autorité de l'employeur qui sera le président. Ce seront les enjeux de la Métropole certainement avant ceux de Chenôve.

T. FALCONNET – Ça, c'est vous qui le dites. Y a-t-il d'autres interventions sur ce point ? Je ne vais pas redire en réponse à ce qui a déjà été dit.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ce schéma de mutualisation ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à la majorité, avec cinq abstentions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

5 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme M'PIAYI - M. MICHEL - Mme RICHARD - M. FOUAD

ADMINISTRATION GENERALE

7 - CONVENTION PORTANT CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE CHENÔVE

Une convention portant constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Chenôve a été signée en 2009, pour une durée de cinq ans.

Confirmant l'intérêt de cette démarche, un avenant relatif au renouvellement de la convention portant constitution d'un groupement de commandes a été signée en 2014, pour une nouvelle durée de cinq ans.

Dans la continuité de la démarche, afin de maintenir l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics, une nouvelle convention de groupement de commandes pourrait être conclue entre la commune et le CCAS de Chenôve, pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

Celle-ci définirait notamment le rôle de chacun des membres du groupement - étant précisé que la commune de Chenôve en serait le coordonnateur - et les domaines concernés par le groupement de commandes.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L.2113-1, L.2113-6 et L.2113-7,

Vu le projet de convention annexé,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes permanent telle qu'annexée à la présente délibération et tout avenant modifiant ladite convention,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Présentation de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Il va sans dire que cette délibération sera passée en Conseil d'administration du C.C.A.S. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette convention ? Je n'en vois pas, je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

FINANCES

8 - MODIFICATION DU TARIF DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE SUR LES ENSEIGNES, PRÉ-ENSEIGNES ET DISPOSITIFS PUBLICITAIRES

Par délibération du 22 septembre 2008, le Conseil Municipal approuvait la création sur le territoire de la commune, à compter du 1er janvier 2009, de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en substitution de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) perçue jusqu'en 2008.

Par ailleurs, par délibération du 28 juin 2010, le conseil Municipal a voté :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m² ;
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil Municipal a fixé les tarifs applicables au 1er janvier 2017 de la TLPE conformément à l'article L 2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) comme suit :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes non numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
20 €	60 €	0 €	18 €	36 €	72 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques est multiplié par 2 lorsque leur superficie totale est supérieure à 50 m².*

Après trois années de stabilité, il est proposé d'appliquer la revalorisation de 1,6 %, soit le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, sur les tarifs mis en place par la délibération du 27 juin 2016, conformément à l'article L.2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nonobstant cette actualisation, les tarifs applicables sur le territoire de Chenôve restent en deçà des tarifs appliqués par les autres communes de Dijon Métropole. Cette revalorisation s'appliquerait également aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De fixer les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure applicables aux enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires à compter du 1er janvier 2020, conformément à l'article L.2333-12 du Code général des collectivités territoriales, aux montants suivants :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes	Enseignes non scellées au sol entre	Enseignes scellées au sol entre 7	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
--	--	-------------------------------------	-----------------------------------	--	---

non numériques < ou = à 50 m ^{2**}	numériques < ou = à 50 m ^{2**}	7 et 12 m ²	et 12 m ^{2*}		
20,30 €	61 €	0 €	18,30€	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques, est multiplié par 2 lorsque leur superficie totale est supérieure à 50 m²,*

ARTICLE 2 : De continuer à appliquer les dispositions votées par le Conseil Municipal en date du 28 juin 2010, soit :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m²,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. BUIGUES, je vous donne la parole.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Je voudrais saluer le travail de la direction des Finances, parce que c'est un travail très ingrat que celui de gérer au quotidien cette TLPE, avec des histoires de superficie, ce qui doit être compté et ce qui peut ne pas être compté dans le calcul de la surface de l'enseigne, parce que quand vous voyez les prix, vous vous dites que, effectivement, à quelques cm², vous passez dans la tranche supérieure. C'est un travail très ingrat que la direction des Finances fait avec le sourire.

Je donne la parole sur cette question. Vous avez compris que c'est une augmentation de 1,6 %. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, ces nouveaux tarifs sont adoptés à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

9 - SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS : MODIFICATIONS DE DÉNOMINATIONS – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ARAC – AJUSTEMENT DU MONTANT DE LA SUBVENTION AU CSLC

Par délibération du 4 février 2019, le conseil municipal a arrêté la liste des subventions aux associations et autres organismes pour 2019. Dans cette liste, figurent deux associations dont la dénomination est erronée. Il s'agit de :

Dénomination dans la liste annexée à la délibération	Nouvelle dénomination	Montant
CSF de Dijon	Association syndicale des familles de Chenôve	500,00
ASCS ACTION SOCIO CULTURELLE ET SPORTIVE MAISON D'ARRET	Le Trait d'Union	500,00

Il convient donc de mettre à jour le tableau des subventions 2019 aux associations et autres organismes en y intégrant ces modifications.

Par ailleurs, il est proposé d'accorder à l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) une aide de 400 € qu'elle sollicite pour un voyage, organisé en avril prochain, en mémoire des Fusillés pour l'exemple du conflit 1914-1918.

Enfin, le CSLC (Cercle Sportif Laïque de Chenôve) ayant bénéficié en 2018 d'une avance de 5 000 € sur la subvention 2019 par délibération du 24 septembre 2018, il convient de réduire de ce montant la subvention portée dans le tableau annexé à la délibération précitée. La subvention est donc ramenée à 7 052 €.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De modifier le tableau des subventions 2019 aux associations et autres organismes en corrigeant les dénominations pour deux attributaires.

ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 400 € à l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), pour un déplacement en mémoire des Fusillés pour l'exemple du conflit 1914-1918.

ARTICLE 3 : De réduire la subvention 2019 au Cercle Sportif Laïque de Chenôve (CSLC) de 5 000 € correspondant à l'avance consentie en 2018, ramenant cette subvention à 7 052 €.

T. FALCONNET – M. BUIGUES, vous avez la parole.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Y a-t-il des demandes d'intervention ou précisions

qui a été présentée en commission Finances ? Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Merci, M. le Maire. Lors du Conseil municipal du 24 septembre dernier, nous avons en effet attribué une avance de 5 000 € sur la subvention 2019 au C.S.L.C. et je vous avais fait part de réserves, tout en votant solidairement avec votre majorité cette avance de 5 000 € au club pour permettre de démarrer la saison et éviter que le club ne mette la clé sous la porte.

Sept mois après, je voudrais savoir si la situation financière du club s'est améliorée, ainsi que les difficultés de gouvernance qui étaient rencontrées par le club ?

T. FALCONNET – Mme POPARD, vous allez répondre à la question de Mme RICHARD. Mais tout va mieux, d'après mes informations. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Alors, effectivement, je me souviens des réserves que vous aviez émises lors du vote de cette subvention. Sachez que l'Office Municipal des Sports a fait un accompagnement régulier, que j'ai suivi, ainsi que le district de foot qui nous accompagne notamment pour monter des projets techniques, assurer la pérennisation des cadres, que ce soit des entraîneurs, des arbitres, etc.

La vigilance est toujours d'actualité, et on ne baisse pas la garde.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ces subventions ? Je n'en vois pas, donc je les mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour les associations en question.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

CULTURE

10 - TROPHÉE D'IMPRO CULTURE ET DIVERSITÉ – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA FONDATION CULTURE ET DIVERSITÉ : AUTORISATION DE SIGNATURE

Afin de poursuivre ses actions sur le territoire en faveur de la jeunesse, la commune s'associe à la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) de Chenôve, en s'impliquant dans la pratique de l'improvisation théâtrale et en intégrant le dispositif national du Trophée d'Impro Culture & Diversité de la Fondation Culture et Diversité, à partir de la rentrée scolaire 2018.

La Fondation Culture & Diversité, fondation d'entreprise de Fimalac créée en 2006 par Marc Ladreit de Lacharrière, a pour mission de favoriser l'accès aux arts et à la culture pour les jeunes de l'éducation prioritaire. Elle organise un championnat national de matchs d'improvisation théâtrale inter-collèges. L'ensemble des programmes de la fondation et de ses partenaires est mené en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture et de la Communication. Depuis 2006, près de 28 000 élèves, issus de plus de 200 établissements scolaires en France, ont participé à ces programmes. Il a été décidé de développer une action permettant cette pratique artistique dans les collèges. Pour ce faire, l'association « Trophée d'impro Culture et Diversité » a été créée.

Le Trophée d'Impro Culture & Diversité se déroule en quatre temps. Sont d'abord organisés, au sein des collèges relevant principalement de l'éducation prioritaire et tout au long de l'année, des ateliers autour du match d'improvisation, dirigés par des comédiens / metteurs en scène en temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Les élèves participent ensuite à des matchs d'improvisation théâtrale, dans leur collège puis dans leur ville, puis en région. Enfin, les quatre demi-finalistes viennent à Paris pour représenter leur ville lors de la finale du trophée, dans un grand théâtre parisien.

Cette année, la ville de Chenôve est la première ville de Bourgogne-Franche-Comté à intégrer le dispositif d'Impro Culture et Diversité. La ville de Chenôve pilote le dispositif sur le territoire de Chenôve et la M.J.C. sera le référent pour les collèges.

La convention de partenariat, ci-annexée, fixe les conditions de ce partenariat conclu pour l'année scolaire 2018-2019 et le déroulement du championnat à Chenôve. Elle précise également les modalités d'accompagnement du référent scolaire, la prise en charge financière du trophée par la fondation à partir de la demi-finale.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage, techniques et de suivi balisant l'élaboration du projet, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques, met en œuvre les dispositifs réglementaires liés à la sécurisation de la manifestation et prendra en charge la communication.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2019 avec l'association Trophée d'impro Culture et Diversité aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Avant de donner la parole à Mme CROS, je vais donner la parole à Mme AGLAGAL, qui souhaitait nous parler de jeunesse. Mme AGLAGAL, vous avez la parole.

A. AGLAGAL – Merci, M. le Maire. Parce qu'il n'y a pas une jeunesse, mais des jeunesses. Nous travaillons à vos côtés, M. le Maire, pour tenter d'apporter une réponse à chacun des jeunes qui vit à Chenôve. Avec tous mes collègues de la majorité, mais particulièrement Brigitte POPARD, Patrick AUDARD, Christiane JACQUOT, Joëlle BOILEAU, Marie-Paule CROS, Nouredine ACHERIA, Élise MARTIN, Caroline CARLIER, Christine BUCHALET, Claudine DAL MOLIN, Martino AMODEO ou encore Jean-François BUIGUES, nous travaillons tous pour que dans des domaines aussi différents que l'emploi, l'insertion, la lutte contre les discriminations, la citoyenneté ou l'égalité Femmes-Hommes, la Ville soit présente pour les jeunes.

Si vous permettez, M. le Maire, je souhaite insister sur la délibération qui va suivre, sur la convention entre Chenôve et la Fondation Culture et Diversité dans le cadre du « Trophée d'impro », compétition de Théâtre d'improvisation, art qui nous vient du Canada, qui a eu lieu récemment ici.

Dans ce cadre, et avec le soutien des collègues Herriot et du Chapitre, de la MJC, des élèves d'établissements du réseau d'éducation prioritaire ont pu concourir dans la joie, la bonne humeur et dans le respect.

Plus généralement, lors de ce Conseil municipal, nous allons agir pour la promotion du Sport et nous allons, je l'espère, aussi voter l'entrée de la ville de Chenôve au Conseil d'administration de Créativ' 21, qui travaille pour l'insertion et le retour à l'emploi des jeunes adultes en particulier.

Chacun des jeunes qui habitent Chenôve doit avoir des rêves, des envies, des objectifs, des projets. C'est à nous de les aider à les réaliser pour qu'ils ou elles puissent s'épanouir, devenir des jeunes adultes qui partent du bon pied dans la vie. C'est ce que nous faisons au quotidien avec vous, M. le Maire.

T. FALCONNET – Merci, Mme AGLAGAL. C'était important, effectivement, de ramener du global dans chacune de ces délibérations, puisqu'on va avoir une délibération culturelle, une délibération sportive et une délibération qui porte sur l'emploi et l'insertion. Merci de votre déclaration, qui remet les choses en perspective et qui crée du commun entre les différentes actions qui sont menées, et les collègues qui s'investissent dans leurs délégations, mais plus largement pour offrir un avenir plus favorable aux jeunes de Chenôve. Je donne tout de suite la parole à Mme CROS.

M-P. CROS – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. C'était une belle manifestation. Les élèves sont arrivés en demi-finale, qu'ils n'ont pas franchie, malgré la promesse que certains leur avaient fait d'aller les voir s'ils accédaient en finale, mais ils ont quand même eu le trophée du fair-play, et c'est déjà un beau trophée.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

JEUNESSE ET SPORT

11 - PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : PROPOSITION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS 2019

Le dispositif « Promotion et Progression du Sport » a pour but principal d'aider les clubs sportifs de Chenôve à promouvoir le développement du sport individuel et collectif au niveau national.

La démarche engendrée par l'enveloppe PPS est, de ce fait, triple :

- promouvoir le haut niveau et aider à y accéder,
- le soutenir de façon à le pérenniser,
- régler au mieux les situations d'accession s'approchant de l'élite nationale. C'est pour cette raison qu'une partie de cette enveloppe est versée directement à l'Office municipal des Sports en cas de besoin, en cours d'année.

La proposition de répartition des subventions versées au titre de ce dispositif est présentée par le Comité Directeur de l'Office Municipal des Sports qui s'est réuni le 13 mars dernier et a voté cette proposition à l'unanimité. Elle fait suite à une réunion du bureau de l'OMS au cours de laquelle les présidents des clubs concernés par le haut niveau présentent le bilan de l'année écoulée et justifient les subventions octroyées ainsi que les perspectives pour la saison en cours.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

ARTICLE 1^{er} : Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci dessous :

ASSOCIATION TIR À L'ARC	3 000 €
ATHLÉTIC CLUB	12 000 €
A.D.O.C (ORIENTATION)	4 000 €
BASKET CLUB	20 500 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	4 500 €
INDÉPENDANTE (GYM)	14 000 €
LUTTE CLUB	10 500 €
CHENÔVE NATATION	10 500 €
TENNIS CLUB	1 500 €
VOLLEY CLUB	2 500 €
O.M.S	7 000 €

Les crédits correspondant à un montant de 90 000 € sont inscrits au budget primitif 2019.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Comme il est de tradition, le Conseil municipal se voit proposer la répartition des subventions proposée par l'Office Municipal des Sports et les met aux voix dudit conseil.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette répartition est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

12 - CENTRE NAUTIQUE MUNICIPAL – RÈGLEMENT INTÉRIEUR : PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS

Le règlement intérieur du centre nautique municipal a été adopté par le Conseil municipal le 25 juin 2013.

Compte-tenu de l'évolution des équipements et du comportement des usagers, il apparaît nécessaire de modifier le règlement intérieur du centre nautique municipal afin notamment de préserver l'hygiène des bassins, la sécurité des usagers et conforter les interventions des agents.

Ce règlement modifie, complète ou ajoute les articles suivants :

- Art 2 : Reprécise les possibilités qu'ont la ville et ses agents de modifier les horaires d'ouverture du centre nautique
- Art 3 : Nouvel article qui précise les surfaces et profondeurs des bassins
- Art 4 : Nouvel article qui précise la Fréquentation Maximale Instantanée (FMI)
- Art 10 : Précise l'ancien règlement sur les tenues de bain des usagers, accompagnateurs, entraîneurs
- Art 12 : Précise l'ancien règlement sur les obligations liées à l'hygiène (douches savonnées, produits solaires, accès des poussettes, cheveux longs attachés, vêtements aux bords des bassins...)
- Art 13 : Précise l'ancien règlement sur la présence des enfants de moins de 8 ans dans les vestiaires
- Art 14 : Apporte des interdictions générales (vapoter, siffler pour interpeller, utiliser des sifflets)
- Art 15 : Reformule la possibilité pour les MNS d'interdire les palmes, plaquettes, masques et tubas
- Art 17 : Interdit les balles et ballons pouvant être considérés comme dangereux
- Art 18 : Précise l'ancien règlement quant aux prêts de matériel et interdit le public de manipuler certains équipements (perches, lignes d'eau, ...)
- Art 19 : Interdit les engins de plage.
- Art 20 : Précise l'ancien règlement et conseille aux usagers de signaler aux maîtres nageurs sauveteurs (MNS) les éventuels risques de santé
- Art 24 : Précise l'ancien règlement et interdit les gants de crins dans les espaces communs du sauna
- Art 27 : Précise qu'il faut se doucher après un séjour sur le solarium (hygiène et sécurité)
- Art 28 : Supprime le port obligatoire du bonnet pour les groupes, dans les heures d'ouverture au public, mais oblige le port d'un signe distinctif commun aux membres du groupe
- Art 31 : Précise l'ancien règlement en matière d'utilisation des combinaisons pour le club de plongée
- Art 33 : Précise l'ancien règlement au sujet des prises de vue. Autorise celles se limitant au strict cercle familial et dans le respect de la vie privée
- Art 34 : Informe de la disposition de distributeurs automatiques, sans que la ville ait de responsabilité en cas de dysfonctionnement
- Art 36 : Précise l'ancien règlement sur les responsabilités en cas de dégâts matériels causés par les usagers
- Art 38 : Précise l'ancien règlement à propos de l'exclusion de mineurs du centre nautique. Il dicte la procédure et informe les usagers des démarches qui seront effectuées.

Le règlement intérieur s'adresse à l'ensemble des personnes qui accèdent au centre nautique (les agents de l'établissement, les usagers comme les adhérents des clubs, les particuliers, les groupes constitués et leurs encadrements...).

Il est porté à la connaissance du public par voie d'affichage dans le hall d'entrée de l'établissement.

Vu l'article A.322-6 du Code des sports,

Vu le projet de règlement intérieur joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le règlement intérieur du centre nautique municipal, joint en annexe, conformément aux conditions exposées et d'autoriser Monsieur le Maire à apporter des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Toujours Mme POPARD. Vous avez la parole, Mme la Première adjointe.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

B. POPARD – Je suis prête à répondre aux questions techniques qui ont éventuellement conduit à ces modifications.

T. FALCONNET – Même si nous vous faisons complètement confiance sur ces modifications. J'ouvre le débat sur ce règlement intérieur. Quelqu'un souhaite des précisions sur tel ou tel point ? Je ne vois pas de demande d'intervention, donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce règlement intérieur est ainsi adopté.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

13 - CREATIV' – TRANSFORMATION DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC EN ASSOCIATION – PROPOSITION D'ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE

CREATIV', le cluster emploi-compétences du bassin dijonnais, est un opérateur local du marché du travail. Historiquement, ses principaux financeurs sont Dijon Métropole, l'État et le Fonds Social Européen. Sa présidence est assurée par un(e) élu(e) de Dijon Métropole.

Il propose les services suivants :

- La mise en œuvre et l'animation d'un accueil de proximité sur les quartiers Politique de la Ville de Dijon sur les questions d'insertion et d'emploi (Grésilles et Fontaine d'Ouche),
- Un travail d'accompagnement en direction des publics les plus éloignés de l'emploi sur le territoire de Dijon Métropole (1300 personnes accompagnées),
- Un travail d'appui, de conseil et d'accompagnement des commanditaires publics et des entreprises pour soutenir le développement des achats socialement responsables (728 contrats signés),
- La définition et l'animation d'un volet emplois/compétences en appui à la stratégie métropolitaine de développement économique pour analyser / anticiper les mutations économiques, développer une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et accompagner la sécurisation des parcours professionnels,
- Le portage et l'animation d'un Campus régional des Métiers et des Qualifications sur la thématique « Alimentation, Goût, Tourisme »,
- L'impulsion, l'animation et la mise en œuvre de toute action complémentaire au droit commun et innovante concourant à l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi du territoire et des habitants des QPV en particulier mais aussi à l'évolution des pratiques Ressources Humaines des entreprises.

En 2019, CREATIV' gère un budget de 1 695 522 € (ressources directes) et de 2 175 384 € (ressources directes, valorisation + FSE indirects). Il dispose d'une équipe de 37 collaborateurs.

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2018, le Gouvernement a annoncé son souhait de supprimer les financements alloués au dispositif des maisons de l'emploi sur deux années. Cette décision a eu pour conséquence de faire perdre 370 000 € de ressources à CREATIV'.

Suite à l'annonce de ce désengagement, les membres de sa gouvernance ont souhaité faire évoluer la forme juridique de la structure pour la transformer en association.

En effet, depuis 2007 et la création de l'ex-Maison de l'emploi et de la formation du bassin dijonnais, la structure avait pris la forme d'un Groupement d'Intérêt Public de droit privé. Celle-ci avait été motivée par deux raisons principales :

- Favoriser la mise à disposition des personnels de l'ANPE puis de Pôle emploi.
- Permettre à l'État de nommer un Commissaire du Gouvernement chargé de contrôler les activités et la gestion du groupement.

Dans un contexte de recentrage de la gouvernance de CREATIV' autour de Dijon Métropole, il est convenu :

- de passer CREATIV' sous statut associatif par le biais d'une transformation afin de simplifier son fonctionnement.
- d'impliquer plus fortement les communes disposant d'un quartier « politique de la ville » dans son pilotage en leur permettant de devenir administrateur de la structure aux côtés des opérateurs de l'emploi (Pôle emploi, la Mission locale et l'APEC).

Vu le projet de statuts de l'association CREATIV' joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à l'association dénommée CREATIV' aux côtés de Dijon Métropole, des autres communes disposant d'un quartier « politique de la ville » et des opérateurs de l'emploi du territoire,

ARTICLE 2 : D'adopter le projet de statuts qui définit les modalités de fonctionnement de la structure,

ARTICLE 3 : De désigner Monsieur le Maire en qualité de représentant titulaire et Madame Aziza AGLAGAL en qualité de représentante suppléante de la ville de Chenôve, au sein du conseil d'administration de l'association,

ARTICLE 4 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – En sachant que Mme DAL MOLIN représentait la Métropole au sein du groupement d'intérêt public, nous souhaiterions que Mme DAL MOLIN représente à l'avenir la Métropole au sein de la gouvernance de Creativ'.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur la modification des statuts de Creativ' ? M. FOUAD, vous avez la parole.

S. FOUAD – M. le Maire, chers collègues, à la lecture de la délibération et de ses annexes, nous avons constaté que la future association Creativ' ne propose pas de permanences afin d'accueillir sur Chenôve les personnes en recherche d'emploi.

Nous sommes donc particulièrement surpris de cette situation. Premièrement, parce que lors de la présentation du rapport d'orientations budgétaires au CCAS, vous avez indiqué que l'emploi est une compétence métropolitaine, et qu'à ce titre, en 2019, le CCAS de Chenôve versera 50 000 € pour le transfert des missions liées au PLIE à Creativ', mission que nous assurons jusqu'à présent. Nous n'avons aucune information sur ce que signifie « transfert » en terme, notamment, de présence physique sur Chenôve.

Deuxièmement, parce que Chenôve connaît un quartier d'intérêt national, en l'occurrence le Mail, au regard d'indicateurs que vous connaissez comme nous. Notamment deux indicateurs : le critère de la pauvreté et le taux de chômage. Taux de chômage qui, sur ce quartier, est largement supérieur à la moyenne tant nationale que locale.

Aussi, il nous semble essentiel et prioritaire que la dimension métropolitaine n'oublie pas Chenôve. Aujourd'hui, seuls deux sites accueilleront un accueil de proximité, les quartiers Fontaine d'Ouche et Grésilles à Dijon. Si, pour ces deux sites, la nécessité des permanences est évidente, Chenôve ne peut pas être laissée pour compte dans l'accompagnement à l'insertion professionnelle des publics les plus fragiles et éloignés de l'emploi. Chenôve ne peut pas avoir d'accueil de proximité.

Par ailleurs, nous sommes surpris que cette absence d'accueil de proximité ne vous ait pas interpellé et que vous validiez ce projet, quand Chenôve ne bénéficie pas d'une permanence et d'un accompagnement au plus près sur notre territoire en faveur de nos concitoyens les plus fragiles.

C'est pour toutes ces raisons que nous nous abstiendrons sur cette délibération.

T. FALCONNET – Rappelez-moi, M. FOUAD, il y a quelques mois de cela, vous n'étiez pas conseiller municipal délégué à l'insertion ? Cette situation, ce n'est pas une situation nouvelle. Je rappelle quand même que l'ETP qui s'occupait du PLIE, c'était un ETP municipal, et qu'il n'y a jamais eu de permanences de Creativ' au CCAS.

C'est intéressant de voir que quand vous aviez la responsabilité de ce dossier, ça ne vous choquait pas, et maintenant que vous êtes dans l'opposition, ça vous choque. Remarquez, peut-être qu'à l'époque vous auriez pu me soumettre cette idée et me dire : « M. le Maire, pourquoi n'agissez-vous pas... ou pourquoi moi-même, membre du Conseil d'administration de Creativ, puisque vous y avez siégé, pourquoi il n'y a pas d'accueil physique de Creativ' au CCAS de Chenôve ? »

Mais c'est vrai, les positions changent et les postures changent.

Je voudrais simplement vous indiquer que nous continuerons d'assurer une présence physique à hauteur d'un ETP pour ce qui est du plan local d'insertion par l'activité économique. Ça ne changera pas. Donc je ne comprends pas votre déclaration.

Cela dit, je vous prends au mot, et c'est une proposition que je peux porter pour les raisons que vous avez évoquées. Mais pas pour les raisons qui vous motivent dans votre déclaration.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Je vous remercie, cette délibération est adoptée à la majorité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

COHESION SOCIALE ET URBAINE

14 - POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRAT LOCAL DE SANTÉ 2016-2018 : AVENANT DE PROROGATION

Le Contrat Local de Santé (CLS) est une mesure innovante de la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires du 21 juillet 2009 (loi n° 2009-879). L'article L1434-17 du Code de la Santé Publique dispose que « la mise en œuvre du Projet Régional de Santé peut faire l'objet de contrats locaux de santé conclus par l'Agence Régionale de Santé, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social ».

Le Contrat Local de Santé permet de consolider le partenariat local sur les questions de santé. Il consiste à développer des actions, visant à améliorer la santé des habitants et à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Par délibération n° 17 du 21 mars 2016, la ville de Chenôve a approuvé le Contrat Local de Santé 2016-2018 du Grand Dijon et autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte utile à son exécution.

Comme annoncé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) lors du Comité de pilotage du 22 janvier 2019, un avenant de prorogation du CLS est proposé aux différents signataires, afin d'engager une réflexion pour définir les nouveaux contours de cette future contractualisation sur les cinq années à venir.

Par le présent avenant, les signataires du Contrat Local de Santé de Dijon Métropole s'accordent pour proroger les engagements pris dans le cadre du contrat initial, jusqu'à la signature du prochain CLS, soit au plus tard le 31 décembre 2019.

Cet avenant prend donc effet à compter du 1^{er} décembre 2018.

Vu le projet d'avenant joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant de prorogation du Contrat Local de Santé aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CARLIER, vous avez la parole.

C. CARLIER – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Caroline CARLIER.

T. FALCONNET – Merci, Mme CARLIER. Donc nous donnons un an supplémentaire pour bien rédiger cette future convention. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES

15 - EQUI-SENS HANDI CHEVAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ – PARTICIPATION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA GARANTIE D'EMPRUNT DE L'ASSOCIATION

Association loi 1901, EQUI-SENS accompagne des personnes en situation de handicap psychique, physique, relationnel ou en souffrance, avec le cheval comme partenaire de la relation.

Cette association a pour but :

- de promouvoir, organiser, gérer toutes activités de thérapie, de relation d'aide, liées à l'approche du cheval et à ses soins, pour toutes personnes en situation de handicap,
- la promotion du « cheval et relation d'aide », de l'équicie et de la thérapie avec le cheval,
- la mise en place des moyens nécessaires à cette promotion et à ce développement

En vue de finaliser les installations de l'association, Mme Sabine CHAPUIS, fondatrice et directrice de l'association EQUI-SENS, et M. Christophe ZANDER, son président, sollicitent la garantie de la Ville sur une demande de prêt d'un montant de 80 000 euros formulée auprès du Crédit Mutuel de Chenôve.

Dans l'optique de soutenir le plan de financement d'EQUI-SENS, et après étude du dossier par le service financier de la ville, il en découle la proposition suivante :

- Souscription par l'association EQUI-SENS d'un emprunt de 80 000 € maximum, qui peut être revu uniquement à la baisse, remboursable sur 120 mois, avec un taux fixe de 1,95 % (hors assurance). Cet emprunt sur le montant définitif serait garanti à hauteur de 30 % par la ville de Chenôve, conformément à ce que la législation autorise.

Vu l'article L.2252-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la proposition jointe du Crédit Mutuel de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De garantir à hauteur de 30 % un emprunt souscrit par l'association EQUI-SENS auprès du Crédit Mutuel de Chenôve pour un montant maximum de 80 000 €, remboursable sur 120 mois et au taux fixe de 1,95 % (hors assurance), conformément à la proposition jointe du Crédit Mutuel,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. Jean-Jacques BERNARD va nous parler d'équithérapie et je salue la présidente d'Equi-sens, présente dans la salle. M. BERNARD, vous avez la parole.

J.-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. C'est un beau projet et je vous invite, pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, à vous rendre sur les lieux d'Equi-sens. C'est un beau projet qui, effectivement, remet des jeunes, je ne veux pas dire en selle, parce que ce serait un peu facile, mais qui remet des jeunes et des moins jeunes en confiance grâce à la pratique de l'équitation. C'est un projet que nous soutenons, M. ESMONIN l'avait soutenu en son temps, et que nous avons soutenu et que nous continuerons de soutenir.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Je vous remercie pour Equi-sens.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

16 - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) – RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE CHENÔVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2018

Société Publique Locale, la SPLAAD a pour objet de procéder, exclusivement pour le compte de ses actionnaires, à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations par voie de convention de prestations intégrées « in house ».

Par délibération du 29 juin 2009, la Ville de Chenôve a décidé de participer au capital de la société et détient, à ce jour, 300 actions d'une valeur nominale de 1 000 euros.

Les représentants permanents de la Ville de Chenôve au Conseil d'Administration de la SPLAAD sont :

- Monsieur Thierry FALCONNET,
- Monsieur Dominique MICHEL, jusqu'à la délibération n° DEL_2018_045 du 28 mai 2018,
- Monsieur Jean-Jacques BERNARD, depuis la délibération n° DEL_2018_045 du 28 mai 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants permanents de la Ville de Chenôve doivent rendre compte de leurs missions à l'assemblée délibérante, au moins une fois par an.

Dans ce cadre, les représentants permanents sus désignés soumettent à votre appréciation un rapport synthétique sur l'exercice de la SPLAAD du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 13 décembre 2018.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2018, le rapport annuel des élus mandataires annexé à la présente délibération retrace notamment les événements majeurs suivants :

- élargissement de l'objet social de la SPLAAD aux opérations de constructions,
- renouvellement du mandat de Madame Marion JOYEUX, directrice générale de la SPLAAD, pour une durée de six exercices,
- entrée de la Communauté Urbaine Creusot Montceau au capital social,
- entrée de la ville de Magny-sur-Tille au capital social,
- présidence de l'Assemblée spéciale par M. Michel GREMERET,
- suppression du Comité de Contrôle et renforcement du Comité stratégique devenant le Comité de Contrôle et Stratégique.

Durant l'exercice 2017-2018, le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni sept fois. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie une fois.

Pour l'exercice 2017-2018, les comptes annuels font apparaître un résultat net s'élevant à 627 334,01 €. Les capitaux propres de la société (structure et programmes) d'un montant de 3 209 112,73 € se répartissent comme suit :

- 1 896 800,40 € de capitaux nets,
- 1 312 312,33 € de subventions d'investissement perçues au titre des opérations conduites par la société.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales et plus précisément son alinéa 14,

Vu le rapport joint en annexe sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2018,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De se prononcer favorablement sur le rapport annuel des élus mandataires à la Ville de Chenôve portant sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2018,

ARTICLE 2 : De donner quitus de leurs missions pour l'exercice clos au 30 juin 2018 aux élus mandataires siégeant au conseil d'administration de la société, Monsieur Thierry FALCONNET, Monsieur Dominique MICHEL et Monsieur Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Comme il est de coutume, depuis que nous sommes membres de la SPLAAD, je vous présente le rapport annuel de la ville de Chenôve au Conseil d'administration sur l'exercice clos au 30 juin 2018 qui nous a été présenté en assemblée générale de la Société Publique Locale d'Aménagement. Donc je ne vous explique pas ce qu'est la SPLAAD, puisque le président de la SPLAAD, Pierre PRIBETICH, était venu expliquer le rôle de cette Société Publique Locale d'Aménagement.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix ce quitus que vous nous donneriez si vous votez favorablement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

17 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DE LA QUATRIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a autorisé la signature d'une convention de prestations intégrées (CPI) fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) dans le cadre de l'opération d'aménagement ZAC « Centre Ville ».

Il est rappelé que par délibération en date du 6 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 à la CPI qui avait pour objet l'extension du périmètre et le changement de dénomination de l'opération, devenant l'opération « Centralité ».

Cette convention de prestations intégrées prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur sollicite le versement d'une avance de trésorerie, éventuellement renouvelable ».

Pour couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la ville de Chenôve d'une quatrième avance au titre de l'opération « Centralité » à hauteur d'un montant de 1 000 000 € (un million d'euros).

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.1523-2 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la quatrième convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Centralité », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Je donne la parole à M. BUIGUES qui va nous parler de l'opération centralité. M. BUIGUES, vous avez la parole.

B. BUIGUES – Oui, merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Quelques points d'information pour vous et pour le public. Aujourd'hui, les opérations centralité et Kennedy peuvent être présentées comme suit :

- Sur la cour Margot : les logements et les locaux professionnels de la résidence cour Margot sont tous commercialisés. La Poste devrait emménager dans ses nouveaux locaux, on va dire début octobre pour être tout à fait sûr de nous puisqu'il y a eu un certain nombre de retard dans les délais de commande et dans le planning de travaux qui ne sont pas imputables, ni à la SPLAAD, ni à la ville de Chenôve, mais qui sont imputables aux exigences de La Poste notamment en matière de sécurisation des locaux. Il ne reste, aujourd'hui, plus que deux locaux commerciaux à louer, situés en rez-de-chaussée et à l'arrière du bâtiment, ces locaux sont plutôt destinés à des activités de service.
- Pour ce qui concerne les îlots Branly et Changenet : nous sommes actuellement en réflexion avec un investisseur, en réflexion assez aboutie, dans la perspective de l'urbanisation des îlots Branly, donc l'emprise actuelle de La Poste et Changenet qui devrait accueillir une offre diversifiée d'environ 80 logements collectifs, intermédiaires, individuels groupés, en accession à la propriété ou locatif libre et, je me permets de le dire, avec vraiment une marque qualitative très importante sur ces secteurs pivots entre la centralité et le vieux Bourg.
- Sur l'ancien centre commercial Saint-Exupéry : les travaux de démolition suivent normalement leur cours, ils devraient être terminés comme prévu fin juin voir tout début juillet au plus tard. Deux parkings provisoires ont été mis en service à l'angle Saint-Exupéry - Gambetta et rue Changenet juste derrière la résidence Cour Margot. Pour ce qui concerne le réaménagement du secteur Saint-Exupéry, et je vois des membres du Conseil Citoyen dans la salle donc ça va les intéresser au premier chef, nous avons procédé à la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre en commission d'appel d'offre, je ne peux pas vous communiquer le nom de cette équipe puisque vous savez qu'il y a des délais de recours en cas de contestation des travaux de la commission d'appel d'offre. Vous aurez communication de l'équipe qui a été retenue, vraisemblablement mi-avril lorsque le marché sera notifié et que toutes les possibilités de recours auront été épuisées. Les travaux d'aménagement débuteront au plus tôt en septembre 2020 après une large concertation avec les Chenevelières et les Cheneveliers pour construire le projet. Nous souhaitons que cette co-construction, qui va durer 6 mois, se fasse bien évidemment avec les habitants du quartier et avec le Conseil Citoyen mais plus largement avec les habitants qui souhaiteraient donner leur avis sur ce dossier parce que c'est un projet de ville au cœur de notre centralité et chacun sait qu'elle appartient à toutes et à tous.
- Et puis enfin l'opération Kennedy : qui sera l'objet de la prochaine délibération. Vous le savez, le secteur Kennedy, après avoir attendu très longtemps une intervention forte, le secteur Kennedy a été identifié dans le futur plan local d'urbanisme intercommunal, un site de projet. Il fera l'objet d'une opération publique d'aménagement confiée à la SPLAAD avec une requalification du secteur situé en entrée de ville, le maintien d'une offre commerciale et de services de proximité, à l'image de ce que nous avons fait entre Saint-Exupéry et la cour Margot, c'est-à-dire un certain nombre de transferts de commerces, voir créationS de commerces qui n'existeraient pas sur le site et puis le développement d'une nouvelle offre de logements en accession à la propriété ou locatif libre c'est-à-dire que nous

poursuivons notre volonté de rééquilibrage sociologique de la ville et d'amener une population nouvelle notamment de primo-accédantS à Chenôve. Une consultation sera lancée courant avril par la SPLAAD afin là aussi de désigner l'équipe de maîtrise d'œuvre qui sera chargée de la définition et de la réalisation de l'opération avec la participation des habitants, les riverains et les commerçants ? puisque là aussi ce projet sera co-construit avec les habitants du quartier Kennedy mais aussi de la rue des Pétignys et plus largement du boulevard des Valendons.

Vous voyez, pour une municipalité « qui manque d'ambition », il y a quand même quelques projets ambitieux qui sont maintenant sur les fonds baptismaux et qui vont être réalisés.

Voilà, ce que je pouvais vous dire. Je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

18 - OPÉRATION "KENNEDY" – APPROBATION DE LA PREMIÈRE CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENOVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du secteur Kennedy par voie de Convention de Prestations Intégrées (CPI) portant concession d'aménagement.

Cette convention prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable ».

Dans la perspective du démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre qui sera chargée de la conception du projet d'aménagement et du suivi des travaux et afin de couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la ville de Chenôve d'une première avance au titre de l'opération « Kennedy » à hauteur d'un montant de 500 000 € (cinq cent mille euros).

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente délibération.

Vu l'article L. 1523-2 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la première convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Kennedy », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités relatives à cette convention.

T. FALCONNET – Je donne tout de suite la parole à M. BUIGUES, justement pour nous parler de l'opération Kennedy. M. BUIGUES, vous avez la parole.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Y a-t-il des demandes d'intervention ou des demandes de précision sur cette avance de trésorerie de 500 000 € qui, bien évidemment, était inscrite au budget ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui

s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

19 - AUTORISATION DE VENTE DES BOIS DES PARCELLES N° 1A, 1C, 2, 3, 4, 5, 6, 8 ET 9 PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF)

Conformément aux orientations de plan d'aménagement forestier communal, des travaux de débroussaillage ont été menés en 2018 dans la forêt de la Trouhaude, sur une zone traversée par le CRAPA.

Cette opération a permis de préparer, sur les parcelles forestières n° 1A, 1c, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9, les coupes de peuplements adultes de résineux présentant des signes de dépérissement ou permettant de mettre en lumière des feuillus.

Les travaux de coupe et la vente de bois représentant un volume d'environ 700 m³ pourraient être confiés à l'Office National des Forêts (ONF) qui reversera à la ville de Chenôve le montant de la vente diminué de 1% correspondant aux frais de gestion perçus par l'ONF. Sous réserve du dénombrement précis des produits issus de la coupe qui sera réalisée, le montant de la valeur de la coupe est estimé par l'ONF à environ 10 000 €.

Après avoir examiné, dans le respect des règles de confidentialité imposées par le secret des affaires, le texte du contrat d'approvisionnement de la Société GAILLARD-RONDINO, qui lui a été présenté par l'ONF,

Vu les articles L.214-7 et L.214-8 du Code forestier,

Vu le Règlement National d'Exploitation Forestière,

Vu les articles 12, 14 et 15 de la Charte de la forêt communale,

Vu le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale, approuvé par délibération en date du 18 décembre 2006,

Vu le plan joint à la présente délibération,

Vu le contrat d'approvisionnement proposé par l'ONF, joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De valider le choix proposé par l'Office National des Forêts de vendre sur pied, par contrat négocié de gré à gré, les bois des parcelles inscrites à l'état d'assiette 2019 et portant les numéros 1A 1c 2 3 4 5 6 8 9 avec l'entreprise GAILLARD-RONDINO et toute nouvelle entreprise pouvant contractualiser avec l'ONF pour les mêmes types de produits,

ARTICLE 2 : D'accepter toutes les clauses techniques et financières du contrat d'approvisionnement,

ARTICLE 3 : De décider que la vente se fera par les soins de l'ONF, dans le cadre de ce contrat d'approvisionnement par une vente de bois sur pied à la mesure,

ARTICLE 4 : De valider que le paiement de l'intégralité de la valeur de la coupe interviendra selon la grille de prix annexée au contrat,

ARTICLE 5 : D'accepter sur son territoire communal relevant du régime forestier le

dépôt de bois issu de son domaine forestier dans les conditions prévues par les différents cahiers des clauses des ventes et par le Règlement National d'Exploitation Forestière,

ARTICLE 6 : D'interdire la circulation des véhicules hors des chemins, cloisonnements d'exploitation et place de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers,

ARTICLE 7 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET - M. BERNARD, vous allez peut-être nous proposer d'autoriser la vente de bois.

J.-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Alors, moi, je vous fais une proposition, M. BERNARD, et vous toutes et tous. Vous savez que lorsque nous avons touché le montant des coupes des bois brûlés par l'incendie, nous avons reversé cette somme au SIPLASUD pour lancer le futur plan de gestion que nous allons prochainement dévoiler avec vous, M. BERNARD, et avec les membres du SIPLASUD. Je vous propose que nous affectons ces 10 000 € produits de la vente des coupes non pas au budget général de la collectivité, même si forcément, c'est une recette qui viendra dans le budget général de la collectivité, mais à la plantation de nouveaux arbres sur la ville. Puisque nous avons une ambition, je l'ai dit tout à l'heure, de planter des îlots de fraîcheur, vous verrez le projet sur Saint-Exupéry est très largement marqué par le retour de la nature en ville. Donc je vous propose, M. BERNARD, dans une prochaine discussion budgétaire, pour le budget 2020, que nous affectons ces 10 000 € à la plantation de nouveaux arbres sur la ville, sur la centralité et partout en ville.

J.-J. BERNARD – D'accord. Très bonne idée, M. le Maire.

T. FALCONNET – Donc vous y veillerez. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

20 - CESSION DE TROIS PARCELLES FONCIÈRES EN CLOS DU ROY : PRÉCISION

Par délibération du 17 décembre 2018, la commune de Chenôve a autorisé la vente à Monsieur Laurent FOURNIER, viticulteur à Marsannay-la-Côte, de trois parcelles AB n°327, n°328, n°329, d'une superficie totale de l'ordre de 1743 m², situées en Clos du Roy.

Il est rappelé, notamment, que la valeur du bien avait été évaluée à 14 000 euros hors taxes par France Domaine et, qu'au vu de leur état de friche et des travaux préalables nécessaires à la plantation de vignes, la commune de Chenôve avait fixé le montant de la vente à 13 000 euros hors taxes.

Dans le cadre de l'élaboration de l'acte notarié, il apparaît aujourd'hui nécessaire de préciser que Monsieur Laurent FOURNIER acquiert les parcelles en sa qualité de gérant du Groupement Foncier Viticole « G2L » (GFV « G2L »).

Vu l'avis de France Domaine, en date du 8 août 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu la délibération DEL_2018_119 du 17 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession foncière des parcelles AB n°327, n°328, n°329 au Groupement Foncier Viticole « G2L », sis 29 rue du Château à Marsannay-la-Côte, représenté par Monsieur FOURNIER, gérant, aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, toute acte préalable nécessaire afin d'engager les parties avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Il s'agit juste d'une précision et nous n'allons pas refaire la discussion de notre précédent Conseil municipal du 17 décembre 2018 où nous avons voté cette délibération. M. BERNARD, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Nous passons des forêts aux ceps. Je ne vois pas de demandes d'intervention donc je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

21 - CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 5 PLACE LAPRÉVOTE – AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune de Chenôve est propriétaire d'un ensemble immobilier, sis 5 place Laprévote dans le vieux bourg, cadastré section AB N° 82 d'environ 964 m², comprenant notamment l'ancienne poste du village, un hangar, un logement et des salles de réunion, utilisées ces dernières années comme locaux associatifs.

Ces locaux, aujourd'hui pour partie inutilisés, n'ont plus d'utilité pour la commune, il est donc envisagé de vendre ce bien.

Aujourd'hui, la commune bénéficie d'une offre d'achat de 280 000 € présentée par la SARL RIVOLI NT 08. Cette cession pourrait donc être consentie pour un montant de 280 000 €, légèrement supérieur à l'estimation de France Domaine.

Les frais liés à l'acte seraient à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente qui présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également l'acquéreur sous réserve d'éventuelles(s) condition(s) suspensive(s).

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'offre d'achat de la SARL RIVOLI NT 08 du 7 février 2019,

Vu l'avis de France Domaine du 13 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de cet ensemble immobilier situé 5 place Laprévote pour un montant de 280 000 €, conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. AMODEO, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Martino AMODEO.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette cession ? Juste une remarque, on parle de locaux pour partie inutilisés et pour partie insalubres et pour partie inaccessibles au regard des normes actuelles, je pense bien sûr à l'accessibilité PMR. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est

adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

22 - CHEMIN NON CADASTRÉ SITUÉ ENTRE LE 48 ET LE 50 RUE MAXIME GUILLOT : ABSENCE D'INDICE DE DOMANIALITÉ PUBLIQUE

Dans le cadre d'un projet de transaction entre particuliers, l'agence Cimm-Immobilier a sollicité la commune de Chenôve sur la nature, publique ou privée, d'un chemin non cadastré.

Ce chemin, situé entre le 48 et le 50 rue Maxime Guillot, jouxte deux propriétés cadastrées AM n° 286, AM n° 287 pour l'une, et AM n° 288 pour l'autre (cf. plan joint).

Il apparaît que dans les années 1970, les deux propriétaires se sont partagés la jouissance de ce chemin et ont procédé aux aménagements corrélatifs (édification d'un muret notamment).

Par ailleurs, des recherches viennent d'être effectuées par les services techniques de la ville, par M. Damien Pierre, cabinet de géomètres experts M.J.S.P. (saisi par l'agence Cimm-Immobilier) et par Maître Philippe Schang, étude notariale Schang-Tardy.

Il n'est mis en évidence aucun indice de domanialité publique (ni utilité pour les réseaux ou dans le cadre d'un projet général de construction, ni usage direct du public ou aménagement lié à un service public). L'existence de ce chemin se justifie donc par une utilité d'ordre privé.

Dans ces conditions, il est permis de conclure à une erreur de représentation du plan cadastral. En conséquence, il appartient au géomètre-expert saisi par les propriétaires, de délimiter les parcelles mentionnées ci-dessus en prenant en compte ce chemin.

Il peut être ainsi procédé à une régularisation par simple procès-verbal et plan de bornage amiable et contradictoire permettant de mettre à jour le document cadastral conformément aux emprises actuelles d'occupation.

Il est précisé que la commune ne prendra en charge aucun frais, l'opération concernant des actes et diligences liés à une transaction entre particuliers.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De conclure à l'absence d'indice de domanialité publique et corrélativement à la nature privée du chemin non cadastré tel qu'exposé ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser tous actes et diligences, notamment du géomètre-expert, visant à prendre en compte les emprises actuelles d'occupation,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. AMODÉO vous allez nous parler d'un chemin cadastré.

M. AMODÉO – Il s'agit d'une clarification.

Lecture de la délibération par Martino AMODÉO.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODÉO. Ça aurait pu s'appeler chemin Martino AMODÉO mais comme c'est privé.

M. AMODÉO – Attendez que je meurs M. le Maire.

T. FALCONNET – Nous ne le souhaitons pas M. AMODÉO. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas donc qui est contre cette régularisation amiable et aimable ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

AMENAGEMENT

23 - AUTORISATION DE CONCLURE LES CONVENTIONS DE SERVITUDE NÉCESSAIRES AUX BESOINS DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ : ADAPTATIONS ET PRÉCISIONS

La commune de Chenôve a été contactée par la société ENEDIS, ex Electricité Réseau Distribution France (ERDF), pour réaliser des travaux dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique.

Les droits et obligations pour les parties en présence seront déterminés par une convention de servitude.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de la délibération n° 201 du 11 mai 2009 à laquelle il convient toutefois d'apporter quelques adaptations et précisions.

Ainsi, il s'agit aujourd'hui d'autoriser l'exercice des droits mentionnés dans la délibération n° 201 liés aux travaux d'enfouissement des réseaux, à l'installation d'armoires de coupure électrique et ses accessoires etc, par toute personne morale chargée de gérer le réseau public de distribution d'électricité, soit ENEDIS ou toute autre société se substituant à cette dernière.

Il convient de noter qu'une indemnisation pour préjudices spéciaux corrélative, notamment, à l'égavage et à l'abattage d'arbres est susceptible d'être octroyée à la commune en sa qualité de propriétaire des parcelles concernées par les travaux, outre toutes réparations consécutives aux dégâts occasionnés.

Les autres dispositions de la délibération n° 201 du 11 mai 2009 portant autorisation de conclure les conventions de servitude nécessaires aux besoins du service public de distribution d'électricité restent inchangées.

Vu la délibération n° 201 du 11 mai 2009,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes conventions de servitude établies pour les besoins du service public de distribution d'électricité aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. RAILLARD, si vous voulez bien nous présenter cette délibération. M. RAILLARD, vous avez la parole.

L. RAILLARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie,

cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

FINANCES

24 - SUBVENTION AU CCAS SUITE À VENTE D'UN VÉHICULE

La ville de Chenôve a mené une réflexion générale sur son parc automobile afin d'en réduire le coût d'entretien et de l'adapter à ses besoins actuels. À cet effet, il a été décidé de remplacer certains véhicules thermiques les plus anciens (notamment de type diesel) par des véhicules électriques en location.

Dans le cadre de ce renouvellement, le véhicule Renault Mégane, immatriculé CL-555-JX, a été cédé, par décision du Maire, à un particulier, au prix de 1 500 €.

Il est proposé de reverser le produit de cette vente au CCAS de Chenôve, sous forme d'une subvention complémentaire à la subvention annuelle.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer une subvention complémentaire au CCAS de Chenôve, égale au montant de cette vente, soit 1 500 €. Les crédits, en dépenses et recettes, seront inscrits à la prochaine décision budgétaire,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. RAILLARD, vous avez à nouveau la parole.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Oui, effectivement, progressivement nous allons remplacer nos véhicules thermiques par des véhicules électriques. Ça date de plusieurs années où des vellétés avaient été exprimées et où nous avons mis en œuvre les choses. Je ne parle pas de vellétés politiques, il s'agit de vellétés administratives.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre l'affectation de ces 1 500 € au CCAS en subvention exceptionnelle ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

25 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant que toute mise à disposition du public de messages d'information portant sur les réalisations et la gestion du conseil municipal doit être regardée comme la diffusion d'un bulletin d'information générale,

Considérant que tout élu n'appartenant pas à la majorité bénéficie d'un droit individuel d'expression dans lesdits bulletins d'information générale,

Considérant les évolutions récentes en matière de communication,

Il convient de modifier l'article 33 du règlement intérieur du conseil municipal relatif au droit d'expression des conseillers municipaux dans les publications municipales comme suit :

« Article 33 : Bulletins d'information générale – Droit d'expression

Conformément à l'article L 2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin d'assurer une juste représentation des opinions du Conseil Municipal et de veiller au respect des droits de l'opposition, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation.

Cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe et ne fait pas obstacle à ce que les publications municipales diffusées par les communes comportent un espace réservé à l'expression des groupes d'élus appartenant à la majorité municipale.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est fixée par le conseil municipal.

S'agissant du magazine municipal, une double page est réservée aux tribunes de libre expression. Chaque groupe composant la majorité municipale ou d'opposition constitué disposera de 2500 signes (espaces compris) et chaque conseiller municipal n'appartenant pas à un groupe constitué disposera de 600 signes (espaces compris) pour s'exprimer dans le bulletin municipal. Les différentes tribunes ainsi publiées dans le bulletin municipal seront également diffusées sur le site internet de la ville et sur la page Facebook « Ville de Chenôve ».

Le délai de remise des textes est fixé par le service de la communication qui prendra attache par écrit avec les élus concernés pour fixer le délai d'envoi des textes et le calendrier annuel de publication.

Le directeur de publication, en cette qualité, dispose d'un droit de regard sur le contenu des articles proposés qui ne doivent pas contrevenir à la législation sur la presse. Il pourra, par ailleurs, demander la limitation des textes pour tenir compte de l'espace de publication disponible ».

Vu l'article L.2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 68 du 29 septembre 2014.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la modification de l'article 33 du règlement intérieur du conseil municipal telle que proposée ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cet article 33 modifié ? Je n'en vois pas. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

26 - DÉSIGNATIONS POUR LE REMPLACEMENT D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant l'évolution des équilibres politiques au sein du Conseil municipal,

Considérant que le Conseil municipal, par délibération n° 59 du 28 septembre 2015, avait créé trois commissions municipales, qu'à cette occasion il avait fixé les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permettant ainsi la présence de trois adjoints dans chaque commission,

Considérant les nouvelles délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du 12 avril 2018,

Considérant qu'il est loisible au Conseil municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, leur remplacement au sein desdites commissions,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 59 du 28 septembre 2015,

Vu les arrêtés n° ARR_2018_104, _105, _106, _107 et _108 du 12 avril 2018,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

COMMISSIONS MUNICIPALES	CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
Culture, Education, Jeunesse et Sports	Saliha M'PIAYI	Elise MARTIN
Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté	Elise MARTIN	Saliha M'PIAYI

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir

toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

T. FALCONNET – Nous allons désigner un certain nombre d'élus au sein des commissions municipales, nous avons le possibilité de voter à main levée sauf si vous en décidez autrement.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Je mets ce vote à main levée, qui est contre ? C'est-à-dire que si vous êtes contre le vote à main levée, on fait un vote à bulletin secret. Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Nous allons pouvoir procéder au vote à main levée et il vous est proposé de désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant. Il s'agit de remplacer dans la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports selon la proposition du groupe « Avançons pour Chenôve », Saliha M'PIAYI ou Said FOUAD en remplacement de Mme MARTIN et de proposer que Mme MARTIN rejoigne la commission Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale Urbaine et Citoyenneté en remplacement de Mme M'PIAYI ou de M. FOUAD. Donc, il nous faut nous dire, M. le Président, qui souhaitez-vous voir participer à la Commission Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale Urbaine et Citoyenneté au titre de votre groupe.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Ce sera M. FOUAD.

T. FALCONNET – Très bien.

D. MICHEL – Et donc inversement.

T. FALCONNET – D'accord. Donc, ce sera M. FOUAD. M. FOUAD quitte la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sport et il rejoindra... c'est bien cela ? Non c'est le contraire.

D. MICHEL – M. le maire, si je peux me permettre, en fait l'objet de notre demande c'était justement qu'on puisse être présent dans les trois commissions.

T. FALCONNET – Je l'avais compris.

D. MICHEL – Parce qu'on était que sur deux.

T. FALCONNET – C'est cela. Donc là, vous serez dans les trois.

D. MICHEL – Tout à fait.

T. FALCONNET – Voilà. Dans la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sport, Mme M'PIAYI et Mme MARTIN quitte cette commission. On est d'accord ? Et ensuite, Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale Urbain et Citoyenneté, ce sera M. FOUAD qui reste dans cette commission. Très bien. Donc je mets aux voix cette proposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

27 - ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les votes au sein du Conseil municipal peuvent s'organiser à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les votes relatifs à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres, il y a possibilité de procéder par un vote à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que la composition de la Commission d'appel d'offres reflète le pluralisme des différentes tendances au sein du Conseil municipal,

Considérant l'évolution des équilibres politiques au sein du Conseil municipal,

Considérant la composition de la Commission d'appel d'offres suite aux élections 2014 devant respecter la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste et l'article L.1411-5 auquel renvoie l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit la composition de la CAO comme suit :

"Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste" .

Considérant qu'au regard de cet article, il convient de procéder au renouvellement de la Commission d'appel d'offres, amenée à intervenir pour le choix du titulaire des prochains marchés formalisés des assurances de la ville de Chenôve et du Centre Communal d'Action sociale de Chenôve,

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement, et Ressources Humaines en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à un vote à main levée pour l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres,

ARTICLE 2 : D'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste pour la Commission d'appel d'offres 5 membres titulaires et 5 membres suppléants (outre l'autorité habilitée à signer ou son représentant) :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
LISTE A proposée par la majorité municipale	B. BUIGUES J. BOILEAU L. RAILLARD C. CARLIER J.-D. BAGNARD	M.-P. CROS M. AMODÉO C. DAL MOLIN S. BLANDIN J. VIGREUX
LISTE B proposée par le groupe « Avançons pour Chenôve »	S. FOUAD	S. M'PIAYI

ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 SUFFRAGES EXPRIMÉS

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

24 POUR LA LISTE A

3 POUR LA LISTE B

SONT ÉLUS TITULAIRES : B. BUIGUES, J. BOILEAU, L. RAILLARD, C. CARLIER, S. FOUAD

SONT ÉLUS SUPPLÉANTS : M.-P. CROS, M. AMODÉO, C. DAL MOLIN, S. BLANDIN, S. M'PIAYI

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Nous pouvons, tout d'abord, voter à main levée si vous en êtes d'accord, pour la commission d'appel d'offre. Donc, je vais faire comme j'ai fait pour la délibération précédente. Qui est contre le vote à main levée ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Il vous est donc proposé d'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste pour la commission d'appel d'offre, cinq membres titulaires, cinq membres suppléants et plus généralement de m'autoriser à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Je vais vous présenter la liste proposée par la majorité municipale. S'il y a une autre liste qui se présente, elle me sera communiquée en sachant qu'il n'y a pas l'obligation d'une liste complète de cinq membres. Donc, je vous donne la liste qui est proposée par la majorité municipale, donc :

Titulaires :

M. Bernard BUIGUES

Mme Joëlle BOILEAU

M. Ludovic RAILLARD

Mme Caroline CARLIER

M. Jean-Dominique BAGNARD

Suppléants :

Mme Marie-Paule CROS

M. Martino AMODÉO

Mme Claudine DAL MOLIN

M. Sylvain BLANDIN

M. Jean VIGREUX

Donc, cette désignation, elle est bien dans l'ordre, il faut mettre 1, 2, 3, 4, 5, en face de chacun des noms que j'ai indiqué. Moi, je suis membre de droit, je ne rentre pas dans cette liste.

Y a-t-il une autre liste présentée pour cette élection à la commission d'appel d'offre ? M.

MICHEL ? vous avez la parole.

D. MICHEL – M. le Maire, merci. Nous verrons en fonction du scrutin s'il nous reste un place ou pas. Donc, nous, on proposerait M. FOUAD en un et toujours sur ce même rythme, en un Mme M'PIAYI aussi en tant que suppléante. On aurait que deux personnes.

T. FALCONNET - D'accord. Saïd FOUAD comme titulaire et Mme M'PIAYI comme suppléante. Donc, c'est au vu et au su de tout le monde, vous êtes témoin, tout le monde est témoin du déroulement de ce vote. Je vous demande d'être attentif au nombre de suffrages exprimés.

Pour la majorité, la liste proposée par la majorité municipale, qui est pour et vous levez la main quand vous avez un pouvoir, s'il vous plaît. Je demande à quelqu'un de compter.

Donc, qui est pour la liste proposée par M. MICHEL ? Très bien, qui s'abstient ?

Qui s'abstient sur la liste proposée par la majorité municipale ?

Qui s'abstient sur la liste proposée par M. MICHEL ?

Très bien. Deux abstentions.

Donc, je vous propose de calculer le coefficient électoral.

Donc, sont élus, à main levée et au vu du public, Bernard BUIGUES, Joëlle BOILEAU, Ludovic RAILLARD, Caroline CARLIER et M. FOUAD, titulaires.

Suppléants : Marie-PAULE CROS, Martino AMODÉO, Claudine DAL MOLIN, Sylvain BLANDIN et Mme M'PIAYI.

Je vous remercie. Donc, la commission d'appel d'offre vient d'être ainsi modifiée.

28 - MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN ÉLU

L'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

Il appartient au conseil municipal, compte tenu de l'ensemble des circonstances, d'une part de vérifier que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies, et d'autre part de déterminer les modalités permettant d'atteindre l'objectif de protection et de réparation.

Par un courrier en date du 7 mars 2019, Monsieur Ludovic RAILLARD, 6^e adjoint au Maire, a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle considérant l'agression physique et verbale (injures et menaces) dont il a été victime le 17 février 2019, de la part du conducteur d'un véhicule qui refusait de respecter les consignes relatives au marché du dimanche. Monsieur RAILLARD exerçait alors les missions pour lesquelles il a reçu délégation de Monsieur le Maire.

Monsieur RAILLARD a déposé plainte, le jour même des faits, pour violences et injures.

Au regard des circonstances exposées, il est donc proposé d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Ludovic RAILLARD.

Ainsi, la Ville prendrait en charge les frais de procédure dûment justifiés (honoraires d'avocat notamment).

Il convient de rappeler que la prise en charge des frais de procédure dans le cadre de la protection fonctionnelle se fera après vérification que les montants facturés ou déjà réglés ne sont pas manifestement excessifs, notamment au regard des pratiques tarifaires habituelles dans la profession et de la nature des prestations accomplies (limitées aux faits décrits dans la demande de protection fonctionnelle).

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, l'élu sera informé des barèmes de prise en charge de l'assureur protection juridique de la ville et invité à choisir un conseil qui s'inscrive, dans la mesure du possible, dans ces barèmes.

Vu l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur Ludovic RAILLARD, adjoint au Maire, pour notamment couvrir les frais de procédure conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes, d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Ludovic RAILLARD, adjoint intéressé à la présente délibération, peut, s'il le souhaite, quitter la salle. Il ne prend part ni au débat ni au vote.

T. FALCONNET – C'est la deuxième fois, mes chers collègues, que nous avons à mettre en œuvre une protection fonctionnelle pour un élu. Comme je l'avais fait, précédemment, je demande à cet élu, en l'occurrence, M. Ludovic RAILLARD, s'il souhaite quitter la salle ou s'il souhaite rester à sa place mais sans prendre part à nos débats. Il faut me dire, M. RAILLARD, soit vous restez, soit vous partez. Est-ce que vous souhaitez rester ? Vous restez ?

L. RAILLARD – Je vais rester.

T. FALCONNET – Très bien mais vous n'intervenez pas dans les débats, s'il vous plaît, et vous ne voterez pas.

Donc, il s'agit d'une triste affaire, je ne rappelle pas les conditions de mise en œuvre de la protection fonctionnelle d'un élu, vous connaissez les conditions réglementaires et nous les respecterons strictement.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il sur ce sujet, des demandes d'intervention ou de précisions ? Eh bien, évidemment, il est utile de le préciser mais vous le savez, nous ne rentrerons pas dans le détail de cette affaire triste où un élu a été pris à partie tout simplement parce qu'il exerçait sa délégation.

Pas de demandes d'intervention ? Donc, je vais mettre aux voix cette demande de protection fonctionnelle. Qui est contre attribuer la protection fonctionnelle à M. RAILLARD pour qu'il puisse se défendre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour lui. Et je voudrais vous assurer, M. RAILLARD, de tout le soutien d'abord du Conseil municipal qui vient de vous le manifester par ce vote et puis tout le soutien du maire pour le travail excellent que vous faites et qui est un travail très difficile parce que la gestion du marché dominical, c'est compliqué. Mais vous vous en acquittez avec beaucoup d'engagement, beaucoup de pugnacité aussi. Cette pugnacité s'est retournée contre vous, mais il n'est pas admissible qu'un élu soit pris à partie, comme vous l'avez été, des menaces à plus forte raison, des menaces de mort, ce n'est pas acceptable. Et j'espère que l'auteur sera lourdement sanctionné.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. RAILLARD

ADMINISTRATION GENERALE**29 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Je vais vous faire part des délégations des pouvoirs que vous m’avez conférées, vous en avez le tableau, un certain nombre de tarifs, de marchés publics, de marchés de fournitures, de services, de travaux, de louages de choses, d’aliénations de gré à gré, de demandes de subvention. Y a-t-il des demandes de précision sur cette délégation de pouvoirs ? Je n’en vois pas, donc vous donnez acte que je vous ai communiqué ce tableau des délégations.

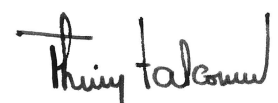
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

T. FALCONNET – L'ordre du jour étant épuisé, je n'ai pas reçu de question orale d'aucun groupe, ni conseiller municipal. Il me reste à vous souhaiter une bonne soirée, à vous inviter à la conférence publique du 11 avril, en présence de M. le directeur départemental de la sécurité publique et de M. le Procureur de la République, et, bien évidemment, à la conférence du 13 avril donnée par Lydia et Claude BOURGUIGNON sur les coquelicots, le glyphosate et les zéros pesticides.

Merci à vous. Bonne soirée, et je remercie le public qui, ce soir, ne rentrera pas trop tard de notre Conseil municipal comme nous-mêmes. Je vous souhaite une bonne soirée.

La séance est levée à 22 h 07.




Thierry FALCONNET